

Rapport annuel 2003



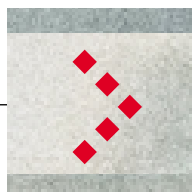
مصرف المغرب
Crédit du Maroc



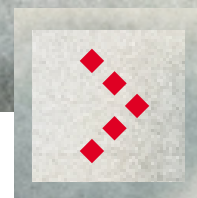


S O M M A I R E

Instances dirigeantes	3
Message du Président	4
Chiffres clés	5
Indicateurs de performance	6
Rapport du Conseil de Surveillance	8
Rapport de Gestion du Directoire	12
Etats de synthèse	26
Rapports des commissaires aux comptes	78
Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire	84
Directions régionales, Centres d'affaires et réseau d'agences au Maroc et à l'étranger	87



Instances dirigeantes



M. Mohammed KARIM LAMRANI Président Honoraire

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Mme Saida LAMRANI KARIM Président
M. Abdellatif GUERRAOUI Vice-Président
M. Ismaïl FASSI-FIHRI Membre
M. Michel FREALLE Membre
M. Bernard NORMAND Membre
M. Alain PAPIASSE Membre
M. Michel RENAULT Membre
M. M'hamed SAGOU Membre
M. Taïeb SKALLI Membre
Crédit Lyonnais Global Banking Membre
Représenté par M. Baudouin MERLET

M. Jaouad SEFIANE EL OUADGHIRI Secrétaire du Conseil

MEMBRES DU DIRECTOIRE

M. Francis SAVOYE Président
M. Mario CALDERONI Membre
M. Jamal LEMRIDI Membre
M. Mustapha MOUSSAOUI Membre

Message du Président



Malgré une conjoncture économique meilleure en 2003, le secteur bancaire a connu une dégradation des marges d'intérêt, une hausse du coût du risque et la persistance d'une surliquidité importante.

Dans cet environnement, le Crédit du Maroc a vu une évolution favorable de tous ses indicateurs. La croissance a été consolidée avec une forte progression du résultat net (+41,5%) améliorant la rentabilité sur fonds propres de 3,5 points.

Cette dynamique a été celle de tout le groupe Crédit du Maroc, les filiales ayant accompagné ces évolutions avec des réalisations tout aussi satisfaisantes.

Ces résultats sont le fruit du dynamisme commercial de l'ensemble des équipes du groupe Crédit du Maroc qui ont relayé cette action au niveau de tous les marchés et de toutes les activités de l'établissement.

La banque a poursuivi son plan de développement du réseau pour une meilleure proximité avec sa clientèle. Il s'est étoffé de huit nouvelles agences et de dix huit guichets automatiques supplémentaires.

L'offre commerciale a été renforcée par de nouveaux produits et services répondant aux besoins de ses clients allant des solutions globales aux formules de crédit ciblées passant par les produits de bancassurance.

Parallèlement, la proximité des entreprises a été renforcée pour participer activement à l'effort de mise à niveau des PME-PMI et accompagner les grandes entreprises dans leurs investissements s'appuyant sur le réseau et le savoir faire de sa maison mère qui compte parmi les premiers groupes bancaires européens et mondiaux.

Soucieux de maintenir l'efficacité de ses systèmes pour garantir le meilleur niveau de qualité à ses clients, le Crédit du Maroc a poursuivi sa politique d'investissement, notamment celle liée aux nouvelles technologies, et a élaboré en 2003, son nouveau schéma directeur informatique.

Francis SAVOYE
Président du Directoire

Chiffres clés



130 (+8) Agences au Maroc.

129 (+18) Guichets Automatiques Bancaires.

1 546 (+24) Collaborateurs.

151 MDH (-9,58%) Dotations nettes aux provisions
pour créances en souffrance.

14 DH Dividendes par actions.

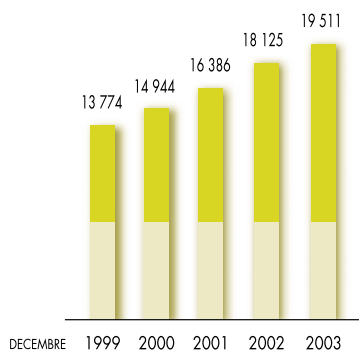
1 496 MDH Fonds propres.

Indicateurs de performance

TOTAL BILAN

+ 7,6%
+ 1 386 MDH

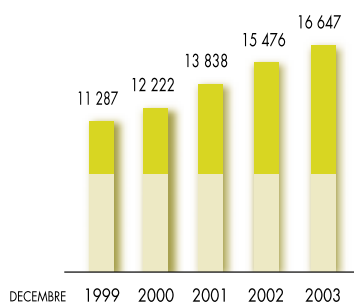
A fin décembre 2003, le total bilan du Crédit du Maroc ressort à 19 511 MDH, soit une croissance de 7,6% par rapport à 2002



DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

+ 7,5%
+ 1 171 MDH

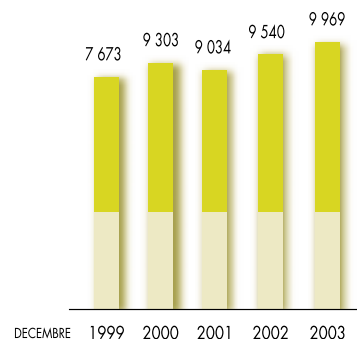
Au terme de l'exercice 2003, les dépôts de la clientèle du Crédit du Maroc s'établissent à 16 647 MDH, soit une progression de 7,5% par rapport à l'année précédente.



CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

+ 4,5%
+ 429 MDH

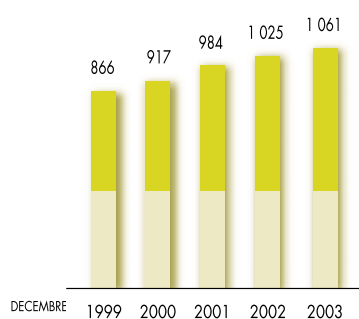
A fin décembre 2003, les crédits à la clientèle du Crédit du Maroc se sont établis à 9 969 MDH, soit une hausse de 4,5% par rapport à 2002.



PRODUIT NET BANCAIRE

+ 3,4%
+ 35 MDH

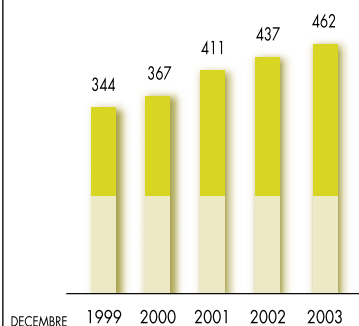
Au terme de l'exercice 2003, le produit net bancaire atteint 1 061 MDH en progression de 3,4% par rapport à l'exercice antérieur.



RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

+ 5,7%
+ 25 MDH

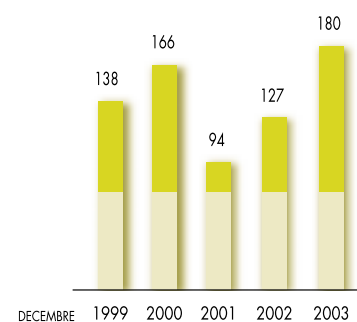
Le résultat brut d'exploitation du Crédit du Maroc s'est établi à 462 MDH à la fin de l'exercice 2003, soit une progression de 5,7% par rapport à décembre 2002.



RÉSULTAT NET

+ 41,5%
+ 53 MDH

Le résultat net du Crédit du Maroc pour l'exercice 2003 ressort à 180 MDH, soit une progression de 41,5% par rapport à 2002.





Rapport du Conseil de Surveillance

Rapport du Conseil de Surveillance

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 14 MAI 2004

Mesdames, Messieurs,

En application des statuts du Crédit du Maroc et de la loi N° 17/95 relative aux sociétés anonymes, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en vue de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Nous vous rappelons qu'en vertu de la loi, le Conseil de Surveillance doit présenter à votre Assemblée ses observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice 2003.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2003, le rapport de gestion du Directoire ainsi que les documents prévus par l'article 141 de la loi ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été dûment adressées et tous les documents et pièces prévues par la réglementation ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Dans le cadre du présent rapport, nous aborderons les points suivants :

- L'activité du Conseil de Surveillance,
- Le rapport de gestion du Directoire et les comptes clos au 31 décembre 2003,
- La présentation des comptes annuels,
- Le rapport sur les questions inscrites à l'ordre du jour et le projet de résolutions.

● ACTIVITE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance de votre banque s'est réuni à quatre reprises au cours de l'exercice 2003 en vue d'examiner les rapports de gestion que lui a présentés le Directoire, conformément à la loi. Ces réunions ont eu lieu en date du 28 février, du 26 mai, du 19 septembre et du 12 décembre de l'année 2003.

Le Conseil de Surveillance a ainsi été tenu informé de l'évolution de l'activité commerciale de la banque et de ses filiales, des résultats intermédiaires enregistrés au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2003 et des progrès enregistrés dans les domaines de l'audit, du contrôle interne et de la maîtrise des risques.

Les comptes arrêtés en fin d'exercice ont été examinés lors de la réunion du Conseil de Surveillance du 27 février 2004.

De même, les comités techniques issus du Conseil de Surveillance se sont régulièrement tenus. En particulier, le Comité d'Audit a tenu avec le management de la banque trois réunions au cours de l'année 2003 et a pu ainsi obtenir toute explication sur les différents aspects de l'activité, des résultats et d'une manière générale du fonctionnement de la banque.

La réunion du Comité d'Audit du 20 février 2004 a été consacrée, en partie, à l'examen des comptes clos le 31 décembre 2003.

Nous rappelons enfin que le mandat des membres du Directoire est venu à échéance lors de la réunion de l'Assemblée Générale du 26 mai 2003 qui a statué sur les comptes de l'exercice 2002. Le Conseil de Surveillance a nommé, lors de sa réunion du 26 mai 2003, tenue à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale précitée, les nouveaux membres du Directoire :

• Monsieur Francis SAVOYE	Président du Directoire
• Monsieur Mario CALDERONI	Membre du Directoire
• Monsieur Jamal LEMRIDI	Membre du Directoire
• Monsieur Mustapha MOUSSAOUI	Membre du Directoire



Le mandat des membres du Directoire viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2006.

Par ailleurs, nous vous signalons que les mandats des membres du Conseil de Surveillance viennent à échéance lors de la présente Assemblée.

Nous vous proposons le renouvellement de leur mandat pour une durée de cinq ans. Ce mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

● RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE ET COMPTES CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2003

Nous nous sommes assurés que le rapport de gestion établi par le Directoire pour l'exercice 2003 et qui est soumis à votre approbation satisfait aux conditions prévues par les articles 142 et suivants de la loi relative aux sociétés anonymes. Les comptes individuels de l'exercice clos au 31 décembre 2003 font apparaître les principaux agrégats suivants exprimés en milliers de dirhams :

• Total bilan	19 510 829 KDH
• Ressources clientèle	16 646 888 KDH
• Emplois clientèle	9 969 158 KDH
• Produit Net Bancaire	1 060 594 KDH
• Résultat Brut d'Exploitation	461 525 KDH
• Résultat courant	284 850 KDH
• Résultat net	180 004 KDH

Après dotation de 176,6 millions de dirhams de provisions nettes, en diminution de 22,1% par rapport à l'année dernière, le bénéfice net de l'exercice ressort à 180 millions de dirhams en augmentation de 41,5%.

Le montant des provisions nettes au titre de l'exercice 2003 comprend une nouvelle dotation pour provisions pour investissements de 30 millions de dirhams et une reprise partielle de 19,125 millions de dirhams sur la dotation constituée au titre de l'année 2002.

En outre, une provision complémentaire pour risques généraux de 10 millions de dirhams a été constituée.

Nous vous informons, enfin, que les comptes annuels et le rapport de gestion établi par le Directoire, après contrôle et vérification, n'appellent aucune remarque.

● PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous avons obtenu l'assurance que les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2003 que nous soumettons à votre approbation ont été établis par le Directoire conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

● RAPPORT SUR LES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR ET PROJET DE RÉSOLUTIONS

Nous vous informons que :

- Les questions portées à l'ordre du jour de votre Assemblée telles qu'elles figurent dans l'avis de convocation,
- Le rapport relatif aux dites questions,
- Le projet d'affectation du résultat,
- Le projet de résolutions,

établis par le Directoire ont été dûment contrôlés par nos soins et nous nous sommes assurés de leur conformité avec la loi et avec les dispositions des statuts de votre banque.

Enfin, votre Conseil tient à rendre hommage aux collaborateurs et collaboratrices du Crédit du Maroc pour le dévouement et le dynamisme dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs tâches et il leur renouvelle sa confiance dans leur capacité à assurer le développement de notre banque face aux défis des profondes évolutions que le secteur financier ne cesse de connaître.

Le Conseil de Surveillance.



Rapport de Gestion

du Directoire

Conjoncture nationale	13
Environnement bancaire et financier	15
Analyse de l'activité du Crédit du Maroc	16
Activité des filiales	19
Investissements	21
Rapport financier	22

Conjoncture nationale

Caractérisée par une pluviométrie abondante, l'année 2003 a été aussi celle de la relance de l'investissement, tant national qu'étranger. Le Maroc est passé du 4^{ème} au 1^{er} rang parmi les pays arabes destinataires d'investissements directs étrangers.

L'économie marocaine a multiplié en 2003 les signes positifs avec un taux de croissance de 5,5% au lieu de 4,5% prévu initialement.

● LE SECTEUR DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du bâtiment et des travaux publics a enregistré des résultats satisfaisants grâce à la relance du programme de logement (plus de 110 000 unités réalisées en 2003).

L'évolution positive concerne particulièrement les activités de construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil et des travaux d'installation électrique.

La production du ciment et les concours bancaires au secteur sont en progression en 2003 par rapport à 2002.

● LE SECTEUR DES MINES ET DE L'ÉNERGIE

Le secteur minier est en recul sous l'effet de la baisse de la demande extérieure. En effet, les productions de phosphates bruts et d'engrais affichent des baisses respectives de 0,7% et 2,3% par rapport à 2002.

A fin 2003, l'électricité totale appelée a progressé de 7,7% par rapport à 2002 grâce au doublement de la production hydraulique.

● LE SECTEUR TOURISTIQUE

En 2003 le nombre des arrivées de touristes étrangers a quasiment stagné (+0,1%), en dépit de la hausse des arrivées de touristes en provenance de la France et de l'Espagne, principaux marchés émetteurs européens, respectivement de 4,4% et 15%.

La baisse a concerné surtout les touristes allemands (-25,1%) et anglais (-8,5%).

Par ailleurs, le nombre des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE) qui ont séjourné au royaume a augmenté de 11,9 % en 2003 par rapport à 2002.

● LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

A fin 2003, les résultats des échanges extérieurs ont marqué un accroissement des importations de 3,9% et une baisse des exportations de 3,3%.

Ceci s'est traduit par une aggravation du déficit commercial (-17,9%) et une baisse de 4,7 points du taux de couverture (61,7% contre 66,2% une année auparavant).

● LES RECETTES DE VOYAGES ET CELLES RELATIVES AUX MRE

Au terme de l'année 2003, les recettes de voyages se sont stabilisées à 30,8 milliards de dirhams contre 29,2 milliards pour la même période en 2002.

Pour ce qui est des recettes MRE, elles ont réalisé une progression de 9,5%, s'établissant à 34,7 milliards de dirhams.



● LES INVESTISSEMENTS ET PRÊTS PRIVÉS ÉTRANGERS

L'année 2003 reste marquée par un regain de confiance de la part des investisseurs étrangers. Ces derniers ont injecté dans l'économie quelque 23,5 milliards de dirhams contre seulement 6,8 milliards une année auparavant. Ce niveau des recettes des investissements et prêts privés étrangers s'explique essentiellement par la privatisation de 80% de la Régie des Tabacs pour 14,08 milliards de dirhams.

Cette amélioration exceptionnelle témoigne de la confiance que portent de plus en plus les investisseurs étrangers à notre économie et a placé le Maroc au premier rang des pays arabes destinataires d'investissements directs étrangers, devant l'Égypte et l'Arabie Saoudite.

● LES FINANCES PUBLIQUES

Les recettes ordinaires hors privatisation ont marqué une progression de 1,1 milliard de dirhams ou 4,2% s'établissant à 102,3 milliards.

Les recettes fiscales ont atteint 90,8 milliards, soit une progression de 3,2 milliards ou 3,6%.

Cette hausse concerne les recettes tirées de l'IS, de l'IGR ainsi que celle au titre de la TVA.

Hormis les recettes, de privatisation, les recettes non fiscales se sont chiffrées à 8,5 milliards marquant une hausse de 16,9% grâce notamment aux dividendes versés par Maroc Télécom. Au niveau des dépenses, les dépenses ordinaires ont enregistré une hausse de 7,9 milliards ou 8,8% résultant pour l'essentiel de celle aux titres des personnels consécutive aux augmentations accordées aux salariés de l'Education Nationale, à ceux du Ministère de l'Intérieur et d'une progression des autres biens et services. compte tenue

de ces évolutions, le solde ordinaire dégage une épargne budgétaire de 10,2 milliards de dirhams contre 8,4 milliards en 2002 et le déficit budgétaire ressort à 15,3 milliards de dirhams contre un déficit de 17,1 en 2002, soit 3,6% du PIB contre 4,3% en 2002.

● AGRÉGATS MONÉTAIRES ET PLACEMENTS LIQUIDES

A fin décembre 2003, les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont établis à près de 128 milliards de dirhams permettant de couvrir 12,7 mois d'importations contre 11,4 mois à fin 2002.

Aussi et compte tenu de la hausse de 16,8 milliards de dirhams des avoirs extérieurs et une contraction de 2,2 milliards des créances sur le Trésor, la masse monétaire M3 s'est accrue de 31,3 milliards ou 8,8%.

Cette hausse des moyens de paiement recouvre une progression de 9,6% de l'agrégat M1, une évolution toujours favorable des placements à vue de 11% et une hausse de près de 4,5 milliards de dirhams des dépôts à terme du système bancaire.

● L'INFLATION

L'indice moyen du coût de la vie au titre de l'année 2003 a augmenté de 1,2% contre 2,9% en 2002. Cette évolution est attribuable à la progression de l'indice des prix des produits alimentaires et non alimentaires respectivement de 1,3% et de 1,1%.

Le taux d'inflation s'est ainsi établi à 1,2% en 2003 contre 2,8% en 2002.

Environnement bancaire et financier

L'année 2003 a été caractérisée par une surliquidité bancaire qui s'est répercutée sur le fonctionnement du marché monétaire et sur la politique de Bank Al Maghrib.

Cet excès de liquidité découlait essentiellement de l'encaissement en juillet du chèque d'Altadis, des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission et de l'importance des recettes de voyages et des transferts MRE.

Pour ce qui est des crédits accordés à la clientèle, le développement de ces concours a profité principalement à l'équipement, au secteur de l'immobilier et à la consommation avec des augmentations respectives de 20%, 24,1% et 13,7% à fin 2003 au lieu de 3,7%, 23,5% et 11,2% enregistrées à fin décembre 2002.

La banque centrale a par ailleurs recouru aux opérations de reprise de liquidités dont le taux de rémunération a été relevé de 75 points de base pour le porter 3,25 et a autorisé les banques à recourir aux opérations de Swap de change (P15).

Le volume quotidien traité sur le marché interbancaire continue à baisser : d'une moyenne de 2,1 milliards de dirhams en 2002, il passe à 970 millions de dirhams pour l'année 2003, soit une baisse de 54,2%.

Sur le marché obligataire, l'année 2003 a connu une volatilité des taux primaires des Bons du Trésor. Le début de l'année a connu une hausse généralisée des taux, puis le marché a assisté à une stabilisation de ces niveaux à partir du mois d'avril pendant lequel les prémisses d'une baisse sont apparues (anticipation du marché des effets de la cession de la Régie des Tabacs).

Dès septembre, on remarque un retournement de la tendance avec une hausse qui durera jusqu'à la fin de l'année, date à laquelle des signaux de baisse sont apparus.

Les levées en Bons du Trésor se sont établies à 68 milliards de dirhams en 2003 contre 75 milliards en 2002. Les deux maturités les plus prisées sont celles de 52 semaines (25,5%) et de 5 ans (24,1%).

● MARCHÉ BOURSIER

L'embellie boursière de 2003 a permis de corriger les pertes des trois dernières années. En effet, au 31 décembre 2003, l'indice général de la Bourse de Casablanca (MASI) a gagné 32,31% à 3 943,51. Pour sa part, l'indice des valeurs les plus liquides (MADEX), a gagné 26,34% à 3 174,56. La capitalisation boursière quant à elle s'est située au 31/12/2003, à 115,507 milliards de dirhams en progression de 32,5% par rapport à fin 2002.

Le volume des transactions enregistrées à fin décembre 2003 sur le marché actions est de l'ordre de 44 688 millions de dirhams soit une hausse de 118,85% par rapport à l'année 2002.

Cette hausse s'explique surtout par une progression des opérations stratégiques enregistrées sur le marché de blocs de 198,34% comparée à la baisse de 14,3% de l'activité sur le marché central.

● FAITS MARQUANTS DU SECTEUR BANCAIRE AU COURS DE L'ANNÉE 2003

Rapprochement BCM / Wafabank

Le système bancaire marocain a été marqué, en cette fin d'année, par l'annonce de la prise de contrôle de Wafabank par la BCM qui a racheté à la famille Kettani son holding financier, OGM, qui contrôle 70,5% de Wafa Assurance et 36,4% de Wafabank.

Ce rapprochement donnera naissance au premier groupe bancaire du Maroc.

Autres événements

L'année 2003 a été marquée également par d'autres mutations :

- La Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE), qui s'est transformée en banque d'affaires pour le compte du groupe CDG, a cédé son réseau d'agences à la CNCA.
- La poursuite du plan de redressement du Crédit Immobilier et Hôtelier.

Analyse de l'activité du Crédit du Maroc

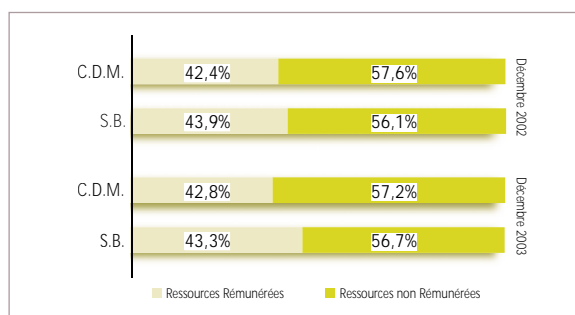
● EVOLUTION DE L'ACTIVITE COMMERCIALE

Les dépôts :

Exprimé en capitaux moyens à fin décembre 2003, le total ressources clientèle du Crédit du Maroc s'est élevé à 15 809 MDH, soit une réalisation de 103% de l'objectif à fin décembre 2003 et une progression de 11,6% par rapport à la même période de l'année précédente.

Exprimés en capitaux mensuels, ces dépôts se sont établis à 16 695 MDH, soit une progression de 9,5% par rapport à fin décembre 2002 ou (+1 445 MDH).

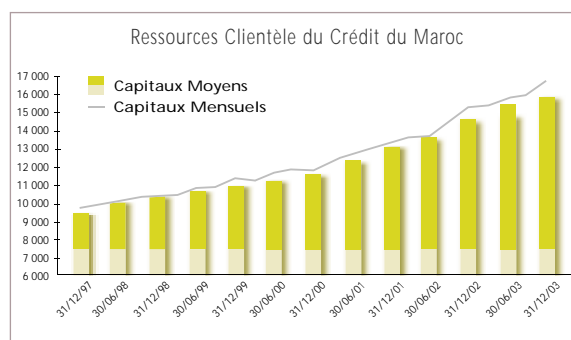
La décomposition des dépôts clientèle par rapport au système bancaire se présente comme suit :



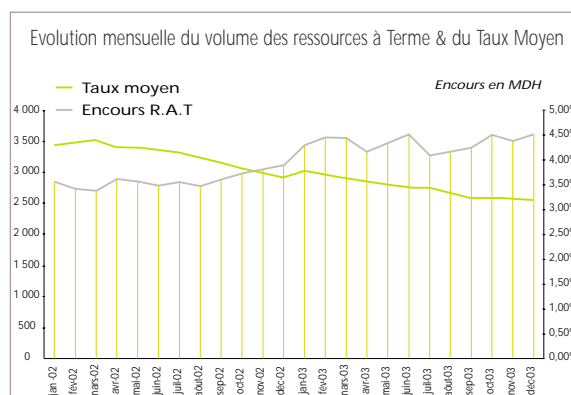
Comparativement à fin décembre 2002, la part de marché de la banque, en ressources, a évolué comme suit :

Evolution des encours de capitaux CDM - Système Bancaire
31 décembre 2002 / 31 décembre 2003

	Taux d'évolution Système Bancaire	Taux d'évolution CDM	Part de marché décembre 03	Part de marché décembre 02
Comptes Chèques	11,6%	13,3%	6,84%	0,10 pt
Comptes Courants	11,2%	-6,3%	5,45%	-1,02 pt
Comptes sur Carnets	11,0%	10,5%	9,88%	-0,04 pt
Dépôts à Terme	5,7%	7,8%	4,45%	0,09 pt
Total Ressources	8,8%	8,2%	6,19%	-0,03 pt



Les ressources hors bilan du Crédit du Maroc se sont établies, à fin décembre 2003, à 3 185 MDH, quasiment au même niveau de 2002 (3 187 MDH).



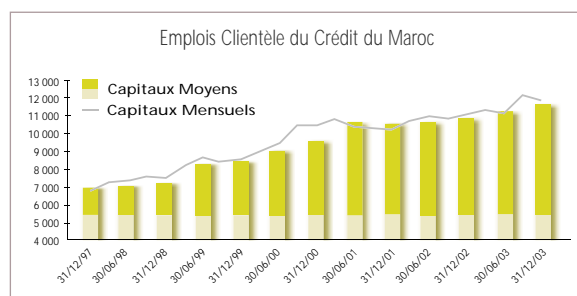
Les taux de rémunération continuent à baisser, ils sont ainsi passés de 3,66% en décembre 2002 à 3,20% à fin décembre 2003.

Les crédits :

Exprimé en capitaux moyens à fin décembre 2003, l'encours global des crédits clientèle du Crédit du Maroc s'est établi à 11 914 MDH, soit une hausse de 7,6% ou (+839 MDH) par rapport à décembre 2002 et une réalisation de 95,6% de l'objectif à fin décembre 2003.

Exprimés en capitaux mensuels, les crédits clientèle ont atteint 12 087 MDH, soit une progression de 6,6% par rapport à fin décembre 2002 ou (+750 MDH).

Analyse de l'activité du Crédit du Maroc



Evolution des encours de crédits à la clientèle
CDM-Système Bancaire

31 décembre 2003 / 31 décembre 2002

	Taux d'évolution		Part de Marché	
	Système Bancaire	CDM	décembre 03	décembre 02
Crédits de trésorerie	-2,4%	-6,6%	6,8%	-0,3 pt
Crédits à l'équipement	+20,0%	+62,1%	5,6%	1,4 pt
Crédits à la consommation	+13,7%	-9,0%	9,9%	-2,5 pt
Crédits immobiliers	+24,1%	+13,5%	7,8%	-0,7 pt
Créances en Souffrance nettes de provisions	+22,5%	+76,6%	4,2%	1,3 pt
Autres crédits (Spots, crédits consolidés, etc.)	+13,4%	-23,1%	10,2%	-4,8 pt
Total Emplois	9,4%	5,5%	6,9%	-0,3 pt
EPS	6,3%	-8,6%	5,8%	-1,0 pt

L'évolution par compartiment montre de bonnes progressions des crédits à l'équipement et des crédits immobiliers.

L'importante baisse de la ligne "autres crédits" s'explique par le non renouvellement de certaines opérations de crédits spot, la transformation de certaines autres en crédits à moyen terme et l'amortissement de l'encours des crédits de consolidation.

L'importante évolution des créances en souffrance nettes de provisions s'explique par l'opération de déclassement automatique des créances prédateuses et douteuses conformément aux règles de Bank Al-Maghrib. Le montant de ces créances passe ainsi de 150 MDH à 264 MDH au 31/12/2003.

Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'établit au 31/12/2003 à 80,5%.

Les comptes :

A fin décembre 2003, l'encours des comptes s'est accru de 8,8% par rapport à fin décembre 2002 et s'est établi à 506 044 comptes.

	Encours à fin	Encours à fin	Variation	
	décembre 2002	décembre 2003	En nombre	En %
Comptes à vue	334 777	363 779	29 002	8,7%
Comptes d'épargne	130 451	142 265	11 814	9,1%
Total	465 228	506 044	40 816	8,8%

Les produits :

Les encours nets des produits ressortent à 488 265 à fin décembre 2003, contre 386 267 à fin décembre 2002, soit une progression de 26,4 % :

	Encours à fin	Encours à fin	Variation	
	décembre 2002	décembre 2003	En nombre	En %
Assurance & Assistance	210 020	258 456	48 436	23,1%
Monétique	126 908	154 635	27 727	21,8%
Télématique	49 339	75 174	25 835	52,4%
Total	386 267	488 265	101 998	26,4%

○ PRODUITS ET SERVICES

Le Crédit du Maroc a continué durant l'année 2003 à étoffer son offre de produits et services pour mieux répondre aux besoins de sa clientèle. Ainsi, l'année 2003 a vu le lancement de 4 nouveaux produits.

Jaliya

Jaliya est un package conçu spécialement pour la clientèle des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE) et destiné à faciliter leur séjour au Maroc.

Jaliya se compose d'un compte bancaire et de services adaptés : consultation du compte et accès aux opérations courantes à partir d'Internet, service de transfert d'argent rapide Moneygram, carte de fidélité ainsi que de nombreuses réductions et autres avantages exclusifs.

Crédit Adawate

Adawate est une formule de crédit pour le financement des dépenses de la rentrée scolaire.

Ce crédit regroupe toutes les facilités pour financer dans les meilleures conditions la rentrée scolaire : un montant adapté, des remboursements sur 12 mois avec 2 mois de franchise et des démarches facilitées pour l'obtention du crédit en 48 heures.

CdmAUTO

C'est la première formule de crédit conçue par le Crédit du Maroc pour le financement de véhicules.

CdmAUTO est une solution innovante et avantageuse qui est destinée à l'acquisition de véhicules neufs pour les particuliers avec un montant pouvant atteindre 200 000 dirhams.

Le taux est fixé à 9,50% H.T., le financement peut aller jusqu'à 100% et la durée du crédit jusqu'à 60 mois.

CdmDIRASSA

CdmDIRASSA est une rente-assurance qui garantit la scolarité des enfants en cas d'aléa de la vie (décès ou invalidité absolue et définitive). Elle peut être comprise entre 1 500 DH et 18 000 DH par trimestre jusqu'à l'âge de 25 ans.

Le montant de la rente trimestrielle varie selon l'option choisie et évoluera en fonction de l'âge de l'enfant bénéficiaire.

Ce produit est assuré par la compagnie Al Wataniya.

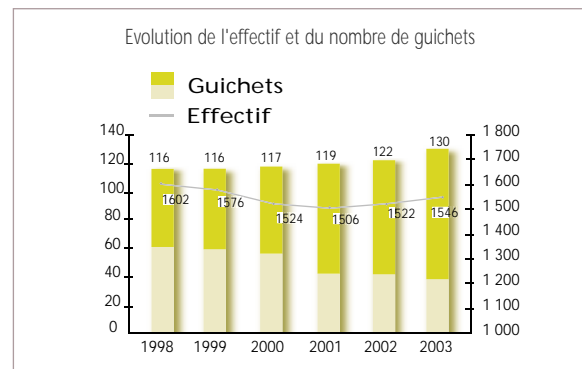
A cela, s'ajoute la refonte de l'offre de crédits immobiliers du Crédit du Maroc "MASKANE" et la mise à niveau des produits de bancassurance conformément au nouveau code des assurances.

MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

Moyens humains

A fin décembre 2003, l'effectif du Crédit du Maroc a atteint 1 546 collaborateurs contre 1 522 enregistrés au 31 décembre 2002.

L'évolution de l'effectif et des guichets s'établit comme suit :



Moyens matériels

Dans le souci de renforcer la proximité géographique avec sa clientèle, le Crédit du Maroc continue sa politique d'extension de son réseau.

Ainsi, l'année 2003 a vu l'ouverture de 8 nouvelles agences portant le nombre d'agences à 130 au 31 décembre 2003. Parallèlement, les guichets automatiques ont vu leur nombre passer à 129 soit 18 nouvelles installations en 2003.

Les agences ouvertes en 2003 sont :

- Casa Oued Daoura
- Casa Franceville
- Casa Phare
- Khénifra
- Azrou
- Tanger Atlantique
- Temara Centre
- Agadir Al Feddya

Activité des filiales

● CRÉDIT DU MAROC CAPITAL

Au 31 décembre 2003, Crédit du Maroc Capital a réalisé un chiffre d'affaires de 11 352 KDH, soit une progression de 10,8% comparé à 2002. Il se décompose comme suit :

- Commissions d'intermédiation : 992 KDH
- Produits financiers : 4 035 KDH
- Ingénierie financière : 6 405 KDH

Les charges d'exploitation ont totalisé 7 990 KDH en augmentation de 12,4 % par rapport à 2002. Cette augmentation est due aux dépenses relatives au contrat Régie des Tabacs.

Le résultat net à fin décembre ressort à 2 908 KDH en progression de 45,6% comparé à 2002.

Résultats au 31 décembre 2003

	Réalisations au 31.12.02	Réalisations au 31.12.03	Evolution 2003 /2002
CDMC (en KDH)			
Total produits	10 238	11 352	10,8%
Total charges d'exploitation	7 107	7 990	12,4%
Résultat brut d'exploitation	3 130	3 362	7,4%
Résultat Net	1 997	2 908	45,6%

● CRÉDIT DU MAROC GESTION

A fin décembre 2003, la gestion collective totalisait un encours de 67,7 milliards de dirhams contre 69,5 milliards de dirhams au 27 décembre 2002, soit une baisse de 2,5%. L'année 2003 a été une fois de plus une année obligataire, malgré la performance du marché actions, qui ne s'est pas traduite par un regain des souscriptions dans les catégories actions et diversifiés.

Au terme de 2003, l'actif net géré par CDMG a été de 5,33 milliards de dirhams en évolution de 23,9% par rapport à 2002.

Résultats au 31 décembre 2003

Catégories d'OPCVM gérés par CDMG	Actif Net 27décembre2003 (en KDH)	Part par catégorie	Variation Déc 2002
Actions	9 292	0,38 %	-5,4 %
Diversifiés	55 725	1,63 %	-11,4 %
Monétaires	2 862 703	12,3 %	15,2 %
Obligataires Court Terme	643 250	9,64 %	-30,4 %
Autres Obligataires	1 763 454	5,5 %	27,4 %
Total	5 334 462	100,00%	23,9 %

Le chiffre d'affaires réalisé au 31 décembre 2003 s'est élevé à 29 442 KDH en progression de 11,8%. Le résultat net a enregistré une évolution de 14,8% à 13 050 KDH.

Résultats au 31 décembre 2003

	Réalisations au 31.12.02	Réalisations au 31.12.03	Evolution 2003 / 2002
CDMG (en KDH)			
Produits d'exploitation	26 326	29 442	11,8%
Charges d'exploitation	9 810	11 450	16,7%
Résultat brut d'exploitation	16 516	17 992	8,9%
Résultat Net	11 371	13 050	14,8%



● CRÉDIT DU MAROC LEASING

L'exercice s'est clôturé sur un volume de dossiers agréés de 327 907 KDH contre 239 895 KDH une année auparavant enregistrant ainsi une progression de 37%.

Les dossiers débloqués au 31/12/2003 se sont élevés à 250 346 KDH contre 213 757 KDH, soit une progression de 17% par rapport à 2002.

Résultats au 31 décembre 2003

	Réalisations au 31.12.02	Réalisations au 31.12.03	Evolution 2003 / 2002
CDML (en KDH)			
Produits d'exploitation bancaire	229 171	236 723	3,3%
Charges d'exploitation bancaire	186 275	215 039	15,4%
Produit Net Bancaire	42 896	21 684	-49,5%
Résultat brut d'exploitation	27 163	15 207	-44,0%
Dotations nettes aux provisions	25 339	13 887	-45,2%
Résultat Net	718	136	-81,1%

Compte tenu de l'entrée en application des nouvelles règles prudentielles, le résultat brut d'exploitation a été affecté à la constitution de dotations aux provisions. Le résultat net en ressort équilibré.

La poursuite de cet effort de provisionnement et la concrétisation des négociations entamées en 2003 pour le règlement à l'amiable de certains dossiers, devraient permettre la mise en conformité avec les nouvelles règles prudentielles au terme de l'année 2004.

● SUCCURSALE DE PARIS

La situation au terme de l'exercice 2003, fait apparaître un résultat net de 109,4 KEUR.

L'activité marque un léger repli du fait de l'impact de la forte dégrue des taux interbancaires, pénalisant le rendement de la trésorerie, et de la baisse des commissions.

Résultats au 31 décembre 2003

	Réalisations au 31.12.02	Réalisations au 31.12.03	Evolution 2003 / 2002
Succursale de Paris (en KEUR)			
Produits d'exploitation bancaire	1 851	1 555	-16,0%
Charges d'exploitation bancaire	264	222	-15,9%
Produit Net Bancaire	1 587	1 333	-16,0%
Résultat brut d'exploitation	365	190	-47,9%
Résultat Net	204	109	-46,6%

Investissements

● INVESTISSEMENTS

Durant l'année 2003, le Crédit du Maroc a poursuivi sa politique d'investissement pour se doter des moyens d'assurer sa croissance et soutenir sa politique de développement auprès de sa clientèle.

Ces efforts se sont particulièrement illustrés dans les domaines informatique et logistique.

En matière d'investissements informatiques, l'année 2003 a vu la mise en œuvre de nouvelles applications et l'amélioration de l'adéquation du système d'information aux besoins de la banque et des utilisateurs.

L'informatique commerciale s'est enrichi par le développement des produits de captation des flux comme la collecte des frais de visas pour le consulat de France et le télépaiement de la CNSS et l'évolution du protocole de communication des GAB (protocole NDC/TCPIP) permettant le traitement on line de l'ensemble des opérations pour une meilleure sécurité et une meilleure qualité de service.

Concernant les traitements back office et risques, une nouvelle version Swift a été déployée et les règles de déclassement automatique des créances en souffrance ont été implémentées.

Par ailleurs, l'année 2003 s'est achevée par l'élaboration du schéma directeur du système d'information du Crédit du Maroc qui a permis la réactualisation de la stratégie informatique de la banque et la mise en place d'une nouvelle gouvernance de son système d'information.

En matière d'investissements logistiques, l'année 2003 a été marquée par la poursuite de l'effort d'investissement conformément aux orientations du plan triennal 2002-2004.

Ceci s'est traduit par l'acquisition d'un bon nombre de points de vente et leur aménagement. Par ailleurs, les actions de réaménagement se sont poursuivies pour mettre en conformité les agences avec l'identité visuelle et offrir un cadre de travail adéquat.

Concernant les unités centrales, l'année 2003 reste marquée par 2 opérations :

- L'aménagement de nouveaux locaux proches du site du siège ont permis de regrouper la Direction de l'Informatique et de l'Organisation, la Direction Financière, la Direction des Flux et Transactions, et d'améliorer le cadre de travail des collaborateurs.
- Mise à niveau de la salle machines notamment concernant le volet sécurité : changement de l'installation de climatisation et des onduleurs et mise en place d'un groupe électrogène dédié.

A noter également dans le domaine de la sécurité, l'achèvement de la sécurisation de l'ensemble des locaux du Crédit du Maroc, et particulièrement les agences qui sont désormais toutes équipées de systèmes de sécurité électronique télésurveillés.

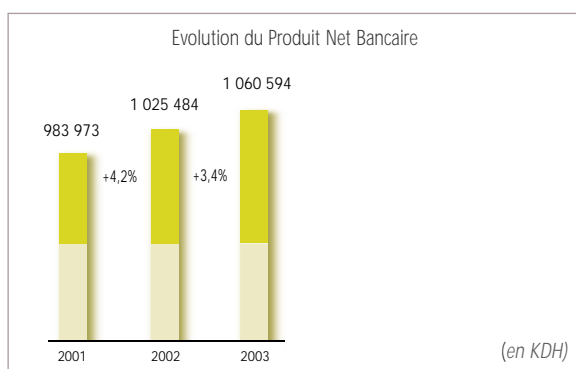
Cet effort d'investissement sera maintenu pour l'année 2004 durant laquelle il est prévu l'ouverture de 10 nouvelles agences, la poursuite du réaménagement des agences avec 10 unités supplémentaires et le renforcement de la signalétique des agences.

Rapport financier

Au terme de l'exercice 2003, les principaux indicateurs financiers ont enregistré les évolutions suivantes :

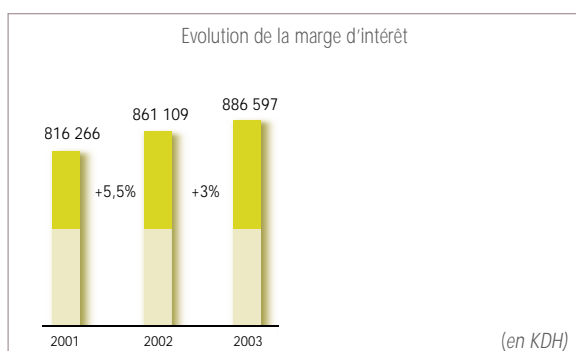
● PRODUIT NET BANCAIRE : + 3,4%

Le produit net bancaire a atteint 1 060 594 KDH à fin décembre 2003, en progression de 3,4 % par rapport à l'exercice précédent. Il est constitué à hauteur de 84% de la marge d'intérêt.



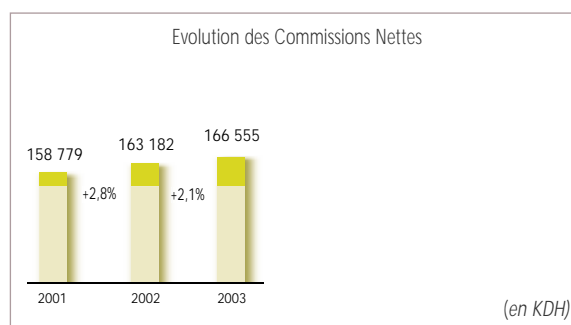
● MARGE SUR INTERETS : + 3%

Au terme de l'année 2003, la marge sur intérêts a enregistré un accroissement de 25 488 KDH ou 3% pour atteindre 886 597 KDH, résultant de la baisse des intérêts perçus de 8 491 KDH ou -1% et de la baisse des intérêts payés de 33 979 KDH ou -13%.



● MARGE SUR COMMISSIONS : + 2,1%

La marge sur commissions deuxième composante du produit net bancaire, s'établit à 166 555 KDH au titre de l'exercice 2003, en augmentation de 3 373 KDH ou +2,1% par rapport à l'exercice précédent.

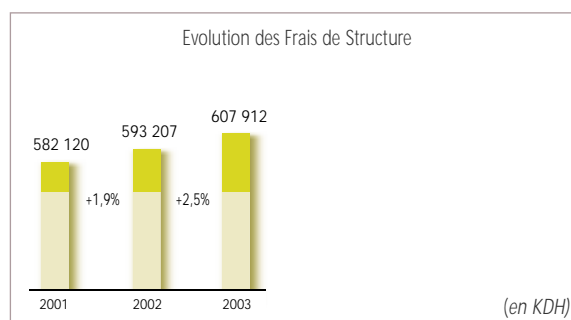


● CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION : +2,5%

Les charges générales d'exploitation, constituées par les frais généraux et les dotations aux amortissements des immobilisations, ont augmenté de 2,5% par rapport à l'exercice 2002 pour atteindre 607 912 KDH.

Les charges de personnel sont en hausse de 3,3%. Hors frais de personnel, les frais généraux, elles se sont inscrites en hausse de 5,6%. Ceci est dû principalement à l'externalisation de certaines prestations et à l'augmentation de l'impôt des patentes.

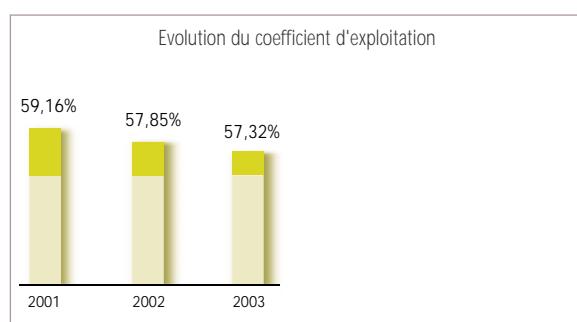
Les dotations aux amortissements ont connu une baisse de 1,3% d'une année à l'autre.



Rapport financier

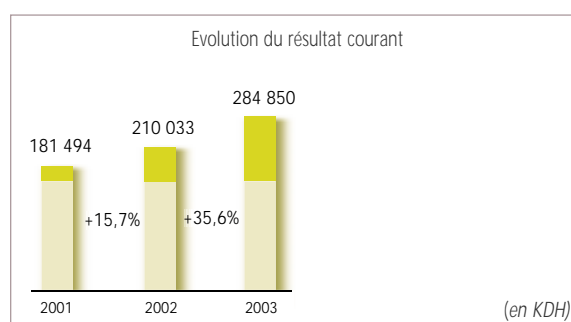
● COEFFICIENT D'EXPLOITATION

Le coefficient d'exploitation de l'exercice 2003 ressort à 57,32% contre 57,85% au 31 décembre 2002.



● RESULTAT COURANT

Le résultat courant de l'année 2003 ressort à 284 850 KDH, en hausse de 35,6% par rapport à l'exercice précédent.



● LES DOTATIONS AUX PROVISIONS

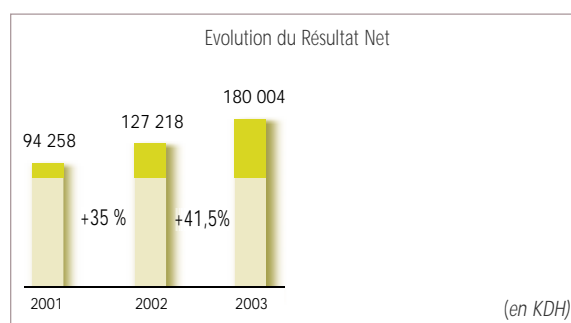
Les dotations brutes aux provisions de l'exercice sous revue se sont élevées à 304 605 KDH, en hausse de 7 011 KDH ou 2,4% par rapport à l'exercice précédent.

Les dotations de l'exercice 2003 comprennent une dotation aux provisions pour investissement de 30 000 KDH et un complément de provision pour risques généraux de 10 000 KDH.

Les dotations nettes de l'exercice s'élèvent à 176 675 KDH contre 226 681 KDH au titre de l'exercice précédent, en baisse de 50 006 KDH ou 22,1%.

● RESULTAT NET

Au terme de l'exercice 2003, le Crédit du Maroc réalise, après prise en compte du solde des éléments non courants de +1 296 KDH et de l'impôt sur les sociétés (106 142 KDH), un résultat net de 180 004 KDH, en hausse de 41,5% par rapport à l'exercice précédent.

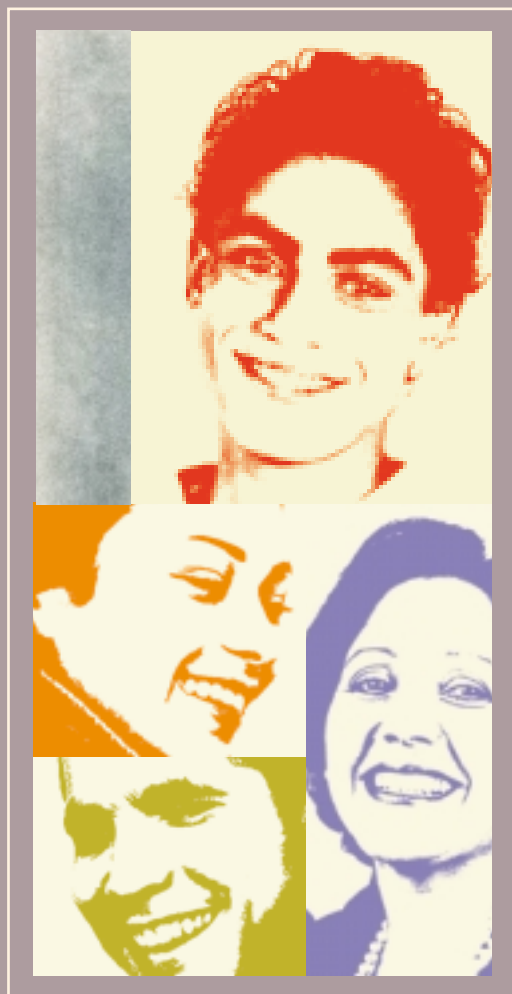


● PROPOSITION D’AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le Directoire propose d’affecter le bénéfice net comme suit :

Résultat net	180 004 454,09 DH
Affectation en réserve de la reprise partielle de la provision pour investissement 2002	-19 125 000,00 DH
Report à nouveau des exercices précédents	+10 851 388,88 DH
Bénéfice distribuable	171 730 842,97 DH
Dividendes	-116 734 464,00 DH
Réserve extraordinaire	-27 000 000,00 DH
Report à nouveau	27 996 378,97 DH

A la suite de cette affectation, il sera attribué à chacune des 8 338 176 actions composant le capital social, un dividende de 14 dirhams.



Etats de synthèse

Note de présentation des règles et principes comptables	27
Comptes individuels	32
Comptes agrégés	58
Comptes consolidés	64

Note de présentation des règles et principes comptables

ETATS DE SYNTHÈSE

● PRÉSENTATION

Le Crédit du Maroc est une société de droit commun constituée au Maroc, ayant pour objet toutes opérations de banque, de finances, de crédit et de commissions, ainsi que toutes opérations commerciales ou autres, susceptibles de favoriser son développement. La banque est régie par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que des succursales et agences établies au Maroc et à l'étranger. Les opérations et soldes significatifs internes entre les entités marocaines et les succursales à l'étranger sont éliminés.

● PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. La présentation des états de synthèse est conforme aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

● CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
- créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissement de crédit, clientèle).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
- les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses,
 - 50% pour les créances douteuses,
 - 100% pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit à leur encaissement.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursements effectifs (totaux ou partiels) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.



● DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

● PORTEFEUILLE DE TITRES

Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (frais d'acquisition et coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de

résultat. Au 31 décembre 2003, la banque n'a pas de titres classés en portefeuille de transaction.

Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieur à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titre comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais exclus, et le cas échéant, coupon couru exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais exclus et, le cas échéant, coupon couru exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre. A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelle que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats en cours de bourse.

Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Pensions livrées

Les titres mis en pension sont maintenus au bilan, et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan. Les titres donnés en pension livrés font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Logiciels informatiques	5 ans
Autres éléments du fonds de commerce	5 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeubles d'exploitation	20 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel roulant	4 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans



● CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

● PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal. Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

● PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment, dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire,...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base "flat" et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

● CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe plus rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

● ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite (Wissam Al Choughl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes ne font pas l'objet, car non obligatoire, d'une provision pour risques et charges.



Etats de synthèse

Comptes individuels

Bilan au 31 décembre 2003



Comptes individuels

EN DIRHAMS

A C T I F	31.12.03	31.12.02
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	2 209 391 096,18	1 819 174 688,04
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 081 794 832,60	2 331 961 180,27
• A vue	195 681 427,86	563 297 166,52
• A terme	1 886 113 404,74	1 768 664 013,75
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	9 969 158 251,38	9 539 739 834,44
• Crédits de trésorerie et à la consommation	5 103 755 950,57	5 585 201 352,24
• Crédits à l'équipement	1 881 254 907,61	1 172 382 296,10
• Crédits immobiliers	2 122 920 461,05	1 870 156 219,88
• Autres crédits	861 226 932,15	911 999 966,22
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	2 674 326 629,61	1 721 656 284,47
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 355 423 933,08	1 358 942 036,01
• Autres titres de créance	304 427 716,94	342 950 177,27
• Titres de propriété	14 474 979,59	19 764 071,19
AUTRES ACTIFS	83 536 042,82	77 532 829,09
TITRES D'INVESTISSEMENT	1 873 540 281,03	1 995 125 815,27
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 572 196 811,89	1 689 239 090,73
• Autres titres de créance	301 343 469,14	305 886 724,54
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	135 774 261,22	136 962 605,75
CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 935 690,05	80 993 815,81
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	411 372 160,34	421 962 527,02
TOTAL DE L'ACTIF	19 510 829 245,23	18 125 109 580,16

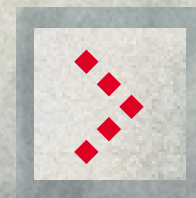
Bilan au 31 décembre 2003

EN DIRHAMS

P A S S I F	31.12.03	31.12.02
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	726 241 954,26	624 293 178,18
• A vue	63 521 483,85	50 615 557,45
• A terme	662 720 470,41	573 677 620,73
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	16 646 887 717,45	15 475 969 983,24
• Comptes à vue créditeurs	9 144 663 944,53	8 551 244 139,13
• Comptes d'épargne	3 561 087 803,17	3 222 574 995,77
• Dépôts à terme	3 609 260 182,43	3 358 401 945,10
• Autres comptes créditeurs	331 875 787,32	343 748 903,24
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	-	-
• Titres de créance négociables	-	-
• Emprunts obligataires	-	-
• Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	247 824 955,75	226 372 437,80
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	155 230 614,80	137 974 968,06
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	58 875 000,00	48 000 000,00
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNÉES	-	-
ECARTS DE RÉÉVALUATION	-	-
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	651 095 560,00	651 095 560,00
CAPITAL	833 817 600,00	833 817 600,00
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
REPORT À NOUVEAU (+/-)	10 851 388,88	368 128,33
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	180 004 454,09	127 217 724,55
TOTAL DU PASSIF	19 510 829 245,23	18 125 109 580,16
H O R S B I L A N	31.12.03	31.12.02
ENGAGEMENTS DONNES	3 453 522 122,38	3 381 541 522,05
• Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	287 513 000,00	357 697 000,00
• Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 105 758 726,18	1 114 336 231,99
• Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	666 696 706,21	608 668 744,62
• Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 393 553 689,99	1 300 839 545,44
• Titres achetés à réméré	-	-
• Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	738 961 476,02	428 925 947,72
• Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	427 966 695,22	336 405 947,72
• Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	310 994 780,80	92 520 000,00
• Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
• Titres vendus à réméré	-	-
• Autres titres à recevoir	-	-

Compte de produits et charges

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003



Comptes individuels

EN DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 345 930 532,42	1 349 107 520,17
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	87 850 844,46	56 698 155,16
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	827 014 306,08	885 991 203,70
• Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	208 149 549,86	188 816 615,00
• Produits sur titres de propriété	9 276 775,00	4 698 450,07
• Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
• Commissions sur prestations de service	163 569 265,88	160 558 195,28
• Autres produits bancaires	50 069 791,14	52 344 900,96
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	285 336 191,20	323 623 937,26
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	14 327 453,62	14 905 366,78
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	222 090 154,79	255 491 683,20
• Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
• Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
• Autres charges bancaires	48 918 582,79	53 226 887,28
PRODUIT NET BANCAIRE	1 060 594 341,22	1 025 483 582,91
• Produits d'exploitation non bancaire	8 811 003,14	5 294 172,59
• Charges d'exploitation non bancaire	1 565,95	45 722,43
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	607 911 968,03	593 207 176,83
• Charges de personnel	314 202 648,47	304 047 695,75
• Impôts et taxes	10 697 336,75	8 026 368,42
• Charges externes	179 149 609,92	177 728 189,93
• Autres charges générales d'exploitation	14 451 255,45	12 835 813,28
• Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	89 411 117,44	90 569 109,45
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	305 823 020,49	299 289 398,54
• Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	256 372 276,20	231 092 916,86
• Pertes sur créances irrécouvrables	1 923 934,29	2 873 250,86
• Autres dotations aux provisions	47 526 810,00	65 323 230,82
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	129 181 537,08	71 797 146,19
• Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	106 706 238,33	67 192 284,57
• Récupérations sur créances amorties	650 000,00	521 967,46
• Autres reprises de provisions	21 825 298,75	4 082 894,16
RESULTAT COURANT	284 850 326,97	210 032 603,89
• Produits non courants	3 449 977,44	4 103 828,39
• Charges non courantes	2 154 130,96	8 861 992,74
RESULTAT AVANT IMPOTS	286 146 173,45	205 274 439,54
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	106 141 719,36	78 056 714,99
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	180 004 454,09	127 217 724,55

Etat des soldes de gestion

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003

TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

EN DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
+ Intérêts et produits assimilés	1 123 014 700,40	1 131 505 973,86
- Intérêts et charges assimilées	236 417 608,41	270 397 049,98
MARGE D'INTERET	886 597 091,99	861 108 923,88
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
+ Commissions perçues	182 845 260,97	179 524 863,60
- Commissions servies	16 290 474,12	16 343 282,83
MARGE SUR COMMISSIONS	166 554 786,85	163 181 580,77
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	3 362 673,48	4 243 899,76
± Résultat des opérations de change	23 700 194,00	19 678 298,87
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	27 062 867,48	23 922 198,63
+ Divers autres produits bancaires	10 849 482,23	5 437 050,56
- Diverses autres charges bancaires	30 469 887,33	28 166 170,93
PRODUIT NET BANCAIRE	1 060 594 341,22	1 025 483 582,91
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	33 119,31	-811 040,25
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	8 811 003,14	5 294 172,59
- Autres charges d'exploitation non bancaire	1 565,95	45 722,43
- Charges générales d'exploitation	607 911 968,03	593 207 176,83
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	461 524 929,69	436 713 815,99
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 150 939 972,16	- 166 251 915,69
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 25 734 630,56	- 60 429 296,41
RESULTAT COURANT	284 850 326,97	210 032 603,89
RESULTAT NON COURANT	1 295 846,48	- 4 758 164,35
- Impôts sur les résultats	106 141 719,36	78 056 714,99
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	180 004 454,09	127 217 724,55

Etat des soldes de gestion (suite)

au 31 décembre 2003



Comptes individuels

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

EN DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE	180 004 454,09	127 217 724,55
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	89 411 117,44	90 569 109,45
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 218 032,87	1 695 428,13
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	10 000 000,00	-
+ Dotations aux provisions réglementées	30 000 000,00	48 000 000,00
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	20 376 152,18	884 387,88
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	741 811,45	3 419 009,54
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 565,95	45 722,43
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	289 517 206,72	263 224 587,14
- Bénéfices distribués	116 734 464,00	91 719 936,00
± AUTOFINANCEMENT	172 782 742,72	171 504 651,14

Tableau des flux de trésorerie

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003

EN DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
• Produits d'exploitation bancaire perçus	1 219 898 006,92	1 234 364 152,66
• Récupérations sur créances amorties	650 000,00	521 967,46
• Produits d'exploitation non bancaire perçus	11 519 169,13	5 978 991,44
• Charges d'exploitation bancaire versées	-292 086 473,35	-324 250 172,44
• Charges d'exploitation non bancaire versées	- 2 154 130,96	-8 861 992,74
• Charges générales d'exploitation versées	-518 500 850,59	-502 638 067,38
• Impôts sur les résultats versés	-106 141 719,36	-78 056 714,99
I - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	313 184 001,79	327 058 164,01
Variation de :		
• Créances sur les établissements de crédit et assimilés	250 166 347,67	473 779 788,80
• Créances sur la clientèle	-577 231 883,02	-671 416 031,38
• Titres de transaction et de placement	- 951 705 501,55	911 698 404,11
• Autres actifs	-6 162 239,79	47 438 126,33
• Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	101 948 776,08	385 301 226,25
• Dépôts de la clientèle	1 170 917 734,21	1 637 955 523,92
• Titres de créance émis	-	-
• Autres passifs	21 452 517,95	-380 288 333,92
II - SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	9 385 751,55	2 404 468 704,11
III - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	322 569 753,34	2 731 526 868,12
• Produit des cessions d'immobilisations financières	171 595 632,47	101 714 890,96
• Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 021 628,86	3 544 725,94
• Acquisition d'immobilisations financières	-50 010 098,23	-1 462 547 463,81
• Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-70 044 008,36	-88 802 853,24
• Intérêts perçus	122 824 479,06	106 405 680,62
• Dividendes perçus	8 993 485,00	4 698 450,07
IV - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	184 381 118,80	-1 334 986 569,46
• Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
• Emission de dettes subordonnées	-	-
• Emission d'actions	-	-
• Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
• Intérêts versés	-	-
• Dividendes versés	-116 734 464,00	-91 719 936,00
V - FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-116 734 464,00	-91 719 936,00
VI - VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	390 216 408,14	1 304 820 362,66
VII - TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 819 174 688,04	514 354 325,38
VIII - TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 209 391 096,18	1 819 174 688,04

Etats : méthodes d'évaluation, changements de méthodes et dérogations

au 31 décembre 2003



Comptes individuels

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUEES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ÉTAT DES DÉROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	<p>Les états de synthèse au 31 décembre 2003 sont présentés selon le modèle du plan comptable des établissements de crédit (PCEC) entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2000.</p> <p>Cette présentation résulte de retraitements et reclassements des comptes de l'ancien plan comptable bancaire (PCB) par le biais d'une matrice de passage, en attendant la mise en place de la nomenclature des comptes du PCEC.</p> <p>Dans l'attente de la mise en place du système d'information adéquat, les états de l'ETIC suivants n'ont pas été renseignés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etat B21 : Valeurs et sûretés reçues et données en garantie • Etat C5 : Rémunérations et engagements en faveur des dirigeants • Etat C7 : Titres et autres actifs gérés ou en dépôt. 	NEANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation : NEANT		
II. Changements affectant les règles de présentation : NEANT		

Créances sur les établissements de crédit et assimilés au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/03	Total 31/12/02
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 988 535	7	101 898	75 240	2 165 680	1 907 045
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	250 022
• au jour le jour	-	-	-	-	-	250 022
• à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	700 000	-	269 471	129 082	1 098 553	828 557
• au jour le jour	-	-	-	-	-	-
• à terme	700 000	-	269 471	129 082	1 098 553	828 557
PRETS FINANCIERS	-	22 083	729 574	-	751 657	874 754
AUTRES CREANCES	-	54 168	-	-	54 168	94 334
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	272	-	-	272	150
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 688 535	76 530	1 100 943	204 322	4 070 330	3 954 862

Créances sur la clientèle

au 31 décembre 2003



EN MILLIERS DE DIRHAMS

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/03	Total 31/12/02
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	129 842	119 959	3 523 324	318 246	4 091 371	4 484 359
• Comptes à vue débiteurs	129 842	119 959	1 768 576	156 123	2 174 500	2 409 720
• Créances commerciales sur le Maroc	-	-	642 828	-	642 828	637 284
• Crédits à l'exportation	-	-	328 908	-	328 908	409 022
• Autres crédits de trésorerie	-	-	783 012	162 123	945 135	1 028 333
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	914 129	914 129	1 007 082
CREDITS A L'EQUIPEMENT	-	-	1 840 058	6 404	1 846 462	1 140 375
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	125 854	1 997 066	2 122 920	1 870 156
AUTRES CREDITS	-	-	581 573	-	581 573	758 466
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	-	135 231	-	135 231	129 713
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	215 133	62 339	277 472	149 589
• Créances pré-douteuses	-	-	25 93	2 577	28 508	2 627
• Créances douteuses	-	-	30 500	783	31 283	895
• Créances compromises	-	-	158 702	58 979	217 681	146 067
TOTAL	129 842	119 959	6 421 173	3 298 184	9 969 158	9 539 740

Ventilation des titres de transaction et de placement et des titres d'investissement par catégorie d'émetteur au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

C R E A N C E S	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/03	Total 31/12/02
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	-	-	-	-
• BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
• OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
• AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
• TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTES	596 928	3 927 869	14 171	8 899	4 547 867	3 716 782
• BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		3 927 621			3 927 621	3 048 181
• OBLIGATIONS				8 843	8 843	77 734
• AUTRES TITRES DE CREANCE	596 928				596 928	571 103
• TITRES DE PROPRIETE		248	14 171	56	14 475	19 764
TOTAL	596 928	3 927 869	14 171	8 899	4 547 867	3 716 782

Détail des autres actifs au 31 décembre 2003



EN MILLIERS DE DIRHAMS

ACTIF	31/12/03	31/12/02
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	-	-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
DEBITEURS DIVERS	44 783	53 754
• Sommes dues par l'Etat	6 336	16 545
• Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
• Sommes diverses dues par le personnel	9	2
• Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
• Divers autres débiteurs	38 438	37 207
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	4 041	3 234
COMPTES DE REGULARISATION	34 712	20 545
• Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
• Comptes d'écarts sur devises et titres	14 788	2 911
• Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-
• Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-
• Produits à recevoir	3 561	599
• Charges constatées d'avance	3 481	4 537
• Autres comptes de régularisation	12 882	12 498
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	-	-
TOTAL	83 536	77 533

Titres de participation et emplois assimilés au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

DENOMINATION DE LA SOCIETE EMETTRICE	Secteur d'activité	capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES				40 333	40 333		61 753	14 614	8 993
Banque Internationale de Tanger	Etab. de Crédit	1 655 USD	100,00	7 444	7 444	31/12/02	5 521	452	-
SIFIM	Gestion Immobilière	1 021	100,00	1 009	1 009	31/12/02	2 454	157	-
Crédit du Maroc Capital	Intermédiation bourse	10 000	100,00	10 000	10 000	31/12/02	12 820	1 916	2 200
Crédit du Maroc Leasing	Crédit-bail	24 000	66,66	20 680	20 680	31/12/02	27 427	718	-
Crédit du Maroc Fonds	Gestion OPCVM	1 000	60,05	600	600	31/12/02	4 076	3 019	1 783
Crédit du Maroc Gestion	Gestion OPCVM	1 000	60,00	600	600	31/12/02	9 455	8 352	5 010
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS				19 449	14 153		52 570	- 10 435	-
Atlasnet	Informatique	8 000	31,25	2 500	-	31/12/02	-2 267	-2 522	-
Holding Sincomar	Financière	300	27,97	21	21				
Interbank	Gestion monétique	11 500	16,00	1 840	1 840				
Centre Monétique Interbancaire	Gestion monétique	100 000	11,00	5 456	4 556	31/12/02	44 743	-2 595	
Maroc Telecommerce	Informatique	20 000	10,00	2 000	370	31/12/02	10 094	-5 318	
Divers	-	-	-	7 632	7 366				
TOTAL				59 782	54 486		114 323	4 179	8 993

Immobilisations incorporelles et corporelles au 31 décembre 2003



EN MILLIERS DE DIRHAMS

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements/immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	190 181	29 181	19 490	199 872	109 187	25 946	7 197	127 936	71 936
Droit au bail	12 829	-	-	12 829	-	-	-	-	12 829
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	177 353	29 181	19 490	187 044	109 187	25 946	7 197	127 936	59 107
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	904 404	81 010	72 333	913 081	482 442	63 465	44 198	501 708	411 372
Immeubles d'exploitation	251 475	23 301	1 070	273 706	88 727	10 386	-	99 113	174 593
• Terrains d'exploitation	39 968	1 000	-	40 968	-	-	-	-	40 968
• Immeubles d'exploitation. Bureaux	172 256	22 301	1 070	93 487	71 003	8 458	-	79 460	114 026
• Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	39 251	-	-	39 251	17 724	1 929	-	19 653	19 598
Mobilier et matériel d'exploitation	374 010	18 605	35 899	356 716	274 892	36 809	35 197	276 504	80 213
• Mobilier de bureau d'exploitation	75 522	5 110	1 142	79 490	65 146	4 342	1 140	68 348	11 141
• Matériel de bureau d'exploitation	41 551	843	992	41 402	26 018	4 596	292	30 322	11 080
• Matériel Informatique	212 349	10 675	29 999	193 025	150 008	24 901	29 999	144 910	48 115
• Matériel roulant rattaché à l'exploitation	13 986	220	2 535	11 670	11 850	991	2 535	10 306	1 364
• Autres matériels d'exploitation	30 603	1 758	1 231	31 130	21 870	1 978	1 231	22 617	8 513
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	250 554	38 527	35 364	253 717	109 627	14 704	9 002	115 330	138 387
Immobilisations corporelles hors exploitation	28 365	576	-	28 941	9 196	1 566	-	10 761	18 179
• Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
• Immeubles hors exploitation	23 271	-	-	23 271	6 801	1 164	-	7 964	15 307
• Mobiliers et matériel hors exploitation	3 503	463	-	3 965	2 262	367	-	2 630	1 335
• Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 591	113	-	1 704	133	35	-	167	1 537
TOTAL	1 094 585	110 190	91 823	1 112 953	591 629	89 411	51 395	629 645	483 308

Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2003	Total 31/12/2002
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	159	5 319	58 043	63 521	50 616
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	279 082	-	-	279 082	-
• au jour le jour	-	-	-	-	-	-
• à terme	-	279 082	-	-	279 082	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	104 745	34 623	188 456	327 824	526 135
• au jour le jour	-	-	-	-	-	-
• à terme	-	104 745	34 623	188 456	327 824	526 135
EMPRUNTS FINANCIERS	2 708	-	-	6 404	9 112	11 696
AUTRES DETTES	-	46 601	-	-	46 601	35 703
INTERETS COURUS A PAYER	-	102	-	-	102	143
TOTAL	2 708	430 689	39 942	252 903	726 242	624 293

Dépôts de la clientèle et détail des autres passifs au 31 décembre 2003



DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

EN MILLIERS DE DIRHAMS

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2003	Total 31/12/2002
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	59 496	23 997	2 049 513	7 011 658	9 144 664	8 551 244
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	3 561 088	3 561 088	3 222 575
DEPOTS A TERME	-	-	31 025	3 557 933	3 588 958	3 328 036
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	848	199 538	131 490	331 876	343 749
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	-	20 302	20 302	30 366
TOTAL	59 496	24 845	2 280 076	14 282 471	16 646 888	15 475 970

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

EN MILLIERS DE DIRHAMS

PASSIF	31/12/03	31/12/02
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	-	-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
CREDITEURS DIVERS	95 401	61 140
• Sommes dues à l'Etat	50 806	16 448
• Sommes dues aux organismes de prévoyance	14 363	12 380
• Sommes diverses dues au personnel	-	-
• Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 462	4 958
• Fournisseurs de biens et services	69	1 064
• Divers autres créditeurs	28 701	26 290
COMPTES DE REGULARISATION	152 424	165 232
• Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
• Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-
• Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
• Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	100	100
• Charges à payer	102 709	102 716
• Produits constatés d'avance	11 352	11 490
• Autres comptes de régularisation	38 263	50 926
TOTAL	247 825	226 372

Provisions et capitaux propres

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003

PROVISIONS

EN MILLIERS DE DIRHAMS

PROVISIONS	Encours 31/12/02	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/03
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	913 000	253 556	107 444	-	1 059 112
• Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
• Créances sur la clientèle	907 095	252 019	106 130	-	1 052 984
• Titres de placement	1 797	319	1 284	-	832
• Titres de participation et emplois assimilés	4 108	1 218	30	-	5 296
• Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
• Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	185 974	50 662	22 530	-	214 106
• Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	7 502	4 353	576	-	11 279
• Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
• Provisions pour risques généraux	100 000	10 000	-	-	110 000
• Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
• Provisions pour autres risques et charges	30 472	6 309	2 829	-	33 952
• Provisions réglementées	48 000	30 000	19 125	-	58 875
TOTAL GENERAL	1 098 974	304 218	129 974	-	1 273 218

CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DIRHAMS

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/02	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/03
• Ecart de réévaluation	-	-	-	-
• Réserve légale	83 382	-	-	83 382
• Autres réserves	463 487	-	-	463 487
• Primes d'émission, de fusion et d'apport	104 227	-	-	104 227
Capital	833 818	-	-	833 818
• Capital appelé	833 818	-	-	833 818
• Capital non appelé	-	-	-	-
• Certificats d'investissement	-	-	-	-
• Fonds de dotations	-	-	-	-
• Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	368	10 483	-	10 851
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	116 735	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	127 218	-	-	184 004
TOTAL	1 612 500	127 218	-	1 679 769

Engagements de financement et de garantie au 31 décembre 2003



EN MILLIERS DE DIRHAMS

	31/12/03	31/12/02
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	3 453 522	3 381 542
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	287 513	357 697
• Crédits documentaires import	-	-
• Acceptations ou engagements de payer	-	-
• Ouvertures de crédit confirmés	287 513	357 697
• Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
• Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
• Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 105 758	1 114 336
• Crédits documentaires import	427 146	434 938
• Acceptations ou engagements de payer	172 282	148 863
• Ouvertures de crédit confirmés	506 330	530 535
• Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
• Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
• Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	666 697	608 669
• Crédits documentaires export confirmés	36 924	38 996
• Acceptations ou engagements de payer	-	-
• Garanties de crédits données	629 773	569 673
• Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
• Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 393 554	1 300 840
• Garanties de crédits données	565 065	501 848
• Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	828 489	798 992
• Autres cautions et garanties données	-	-
• Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	738 961	428 926
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	427 966	336 406
• Ouvertures de crédit confirmés	427 966	336 406
• Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
• Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	310 995	92 520
• Garanties de crédits	81 900	92 520
• Autres garanties reçues	229 095	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
• Garanties de crédits	-	-
• Autres garanties reçues	-	-

Opérations de change à terme et engagements sur produits dérivés

au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/03	31/12/02	31/12/03	31/12/02
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	1 338 870	509 651	-	-
• Devises à recevoir	65 119	-	-	-
• Dirhams à livrer	66 248	-	-	-
• Devises à livrer	591 912	253 096	-	-
• Dirhams à recevoir	615 591	256 555	-	-
DONT SWAPS FINANCIERS DE DEVICES	-	-	-	-
• Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-
• Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
• Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
• Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
• Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
• Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
• Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-

Ventilation des emplois et des ressources suivant la durée résiduelle au 31 décembre 2003



EN MILLIERS DE DIRHAMS

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
• Créances sur les établissements de crédit et assimilés	872 209	171 120	87 136	578 850	140 895	1 850 210
• Créances sur la clientèle	1 375 567	509 194	879 966	2 066 590	2 355 041	7 186 358
• Titres de créance	89 125	523 603	1 932 585	1 767 257	122 746	4 435 316
• Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
• Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 336 901	1 203 917	2 899 687	4 412 697	2 618 682	13 471 884
PASSIF						
• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	389 388	2 128	215 390	-	9 112	616 018
• Dettes envers la clientèle	766 816	895 234	1 926 908	-	-	3 588 958
• Titres de créance émis	-	-	-	-	-	-
• Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 156 204	897 362	2 142 298	-	9 112	4 204 976

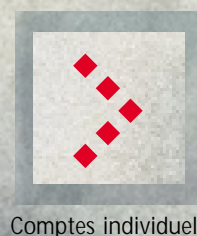
Ventilation du total de l'actif, du passif et du hors bilan en monnaie étrangère au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

BILAN		MONTANT
ACTIF		1 084 928
• Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		27 186
• Créances sur les établissements de crédit et assimilés		220 238
• Créances sur la clientèle		745 159
• Titres de transaction, de placement et d'investissement		-
• Autres actifs		527
• Titres de participation et emplois assimilés		91 817
• Créances subordonnées		-
• Immobilisations données en crédit-bail et en location		-
• Immobilisations incorporelles et corporelles		-
PASSIF		1 084 928
• Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-
• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		382 300
• Dépôts de la clientèle		78 668
• Titres de créance émis		-
• Autres passifs		623 959
• Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-
• Dettes subordonnées		-
HORS BILAN		MONTANT
• Engagements donnés		674 536
• Engagements reçus		427 941

Marge d'intérêts et produits sur titres de propriété

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003



MARGE D'INTÉRÊTS

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	31/12/03	31/12/02
INTERETS PERCUS	1 123 015	1 131 506
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	87 851	56 698
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	827 014	885 991
• Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	208 150	188 817
INTERETS SERVIS	236 418	270 397
• Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	14 328	14 905
• Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	222 090	255 492
• Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-
MARGE D'INTERETS	886 597	861 109

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

EN MILLIERS DE DIRHAMS

CATEGORIE DE TITRE	31/12/03	31/12/02
TITRES DE PLACEMENT	283	305
TITRES DE PARTICIPATION	-	-
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES	8 994	4 393
TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	-	-
EMPLOIS ASSIMILES	-	-
TOTAL	9 277	4 698

Commissions

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

COMMISSIONS	31/12/03	31/12/02
COMMISSIONS PERCUES	182 845	179 525
• sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
• sur opérations avec la clientèle	36 159	35 580
• sur opérations de change	19 276	18 967
• relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
• sur produits dérivés	-	-
• sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	4 354	5 715
• sur moyens de paiement	80 247	85 653
• sur activités de conseil et d'assistance	-	-
• sur ventes de produits d'assurances	9 262	5 811
• sur autres prestations de service	33 547	27 799
COMMISSIONS VERSEES	16 290	16 343
• sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
• sur opérations avec la clientèle	-	-
• sur opérations de change	-	-
• relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
• sur produits dérivés	-	-
• sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	87
• sur moyens de paiement	11 597	10 696
• sur activités de conseil et d'assistance	-	-
• sur ventes de produits d'assurances	-	-
• sur autres prestations de service	4 693	5 560
MARGE SUR COMMISSIONS	166 555	163 182

Résultat des opérations de marché

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003



EN MILLIERS DE DIRHAMS

RUBRIQUES	31/12/03	31/12/02
+ Gains sur titres de transaction	-	-
- Pertes sur titres de transaction	-	-
= RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE TRANSACTION	-	-
+ Plus-values sur cessions des titres de placement	3 492	6 066
+ Reprises de prov. pour dépréciation des titres de placement	1 284	5 886
- Moins-values de cession sur titres de placement	1 094	6 087
- Dotations de prov. pour dépréciation des titres de placement	319	1 621
= RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	3 363	4 244
+ Gains sur opérations de change	24 446	20 688
- Pertes sur opérations de change	746	1 010
= RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CHANGE	23 700	19 678
+ Gains sur produits dérivés	-	-
- Pertes sur produits dérivés	-	-
= RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	-	-
= RESULTAT GLOBAL	27 063	23 922

Charges générales d'exploitation et autres produits et charges

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

EN MILLIERS DE DIRHAMS

CHARGES	31/12/03	31/12/02
CHARGES DE PERSONNEL	314 203	304 048
IMPÔTS ET TAXES	10 697	8 026
CHARGES EXTERNES	179 150	177 728
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	14 451	12 836
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	89 411	90 569
TOTAL	607 912	593 207

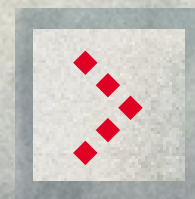
AUTRES PRODUITS ET CHARGES

EN MILLIERS DE DIRHAMS

	31/12/03	31/12/02
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	-28 897	- 27 427
• Autres produits bancaires	1 573	739
• Autres charges bancaires	30 470	28 166
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	8 809	5 248
• Produits d'exploitation non bancaires	8 811	5 294
• Charges d'exploitation non bancaires	2	46
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	305 823	299 289
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	129 182	71 797
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	1 296	- 4 758
• Produits non courants	3 450	4 104
• charges non courantes	2 154	8 862

Datation et évènements postérieurs

au 31 décembre 2003



Comptes individuels

DATATION

• Date de clôture (1)	31 décembre 2003
• Date d'établissement des états de synthèse (2)	12 février 2004
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE.

Dates	Indications des événements
• Favorables	NEANT
• Défavorables	NEANT

ÉTATS NÉANT

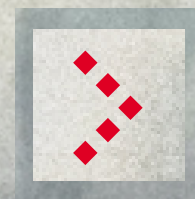
• Créances subordonnées	Néant
• Immobilisations données en crédit-bail et en location	Néant
• Titres de créances émis	Néant
• Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	Néant
• Dettes subordonnées	Néant
• Engagements sur titres	Néant

Etats de synthèse

Comptes agrégés

Bilan (y compris agences à l'étranger)

au 31 décembre 2003



Comptes agrégés

EN DIRHAMS

ACTIF	31.12.03	31.12.02
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	2 214 620 111,18	1 826 420 528,04
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 325 668 132,60	2 675 111 820,27
• A vue	313 041 307,86	616 454 606,52
• A terme	2 012 626 824,74	2 058 657 213,75
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	10 001 648 896,38	9 568 840 234,44
• Crédits de trésorerie et à la consommation	5 112 201 970,57	5 594 128 312,24
• Crédits à l'équipement	1 884 239 757,61	1 173 818 696,10
• Crédits immobiliers	2 136 628 661,05	1 879 976 939,88
• Autres crédits	868 578 507,15	920 916 286,22
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	2 674 326 629,61	1 721 656 284,47
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 355 423 933,08	1 358 942 036,01
• Autres titres de créance	304 427 716,94	342 950 177,27
• Titres de propriété	14 474 979,59	19 764 071,19
AUTRES ACTIFS	86 985 771,82	81 808 493,09
TITRES D'INVESTISSEMENT	1 873 540 281,03	1 995 125 815,27
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 572 196 811,89	1 689 239 090,73
• Autres titres de créance	301 343 469,14	305 886 724,54
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	54 486 277,22	55 674 621,75
CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	77 297 365,05	86 154 215,81
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	414 920 815,34	425 537 567,02
TOTAL DE L'ACTIF	19 723 494 280,23	18 436 329 580,16

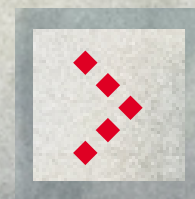
EN DIRHAMS

P A S S I F	31.12.03	31.12.02
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	771 910 159,26	762 304 618,18
• A vue	69 800 723,85	183 838 997,45
• A terme	702 109 435,41	578 465 620,73
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	16 806 632 467,45	15 641 166 623,24
• Comptes à vue créditeurs	9 246 303 614,53	8 675 700 219,13
• Comptes d'épargne	3 598 685 858,17	3 251 600 915,77
• Dépôts à terme	3 609 260 182,43	3 366 573 465,10
• Autres comptes créditeurs	352 382 812,32	347 292 023,24
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	-	-
• Titres de créance négociables	-	-
• Emprunts obligataires	-	-
• Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	252 877 090,75	233 479 957,80
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	156 148 179,80	138 804 888,06
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	58 875 000,00	48 000 000,00
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNÉES	-	-
ECARTS DE RÉÉVALUATION	-	-
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	651 095 560,00	651 095 560,00
CAPITAL	833 817 600,0	833 817 600,00
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
REPORT À NOUVEAU (+/-)	10 928 773,88	- 1 727 951,67
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	181 209 449,09	129 388 284,55
TOTAL DU PASSIF	19 723 494 280,23	18 436 329 580,16

H O R S B I L A N	31.12.03	31.12.02
ENGAGEMENTS DONNÉS	3 503 656 547,38	3 399 352 882,05
• Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	287 513 000,00	357 697 000,00
• Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 105 758 726,18	1 114 410 711,99
• Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	714 598 021,21	623 213 624,62
• Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 395 786 799,99	1 304 031 545,44
• Titres achetés à réméré	-	-
• Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	797 729 856,02	545 104 107,72
• Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	427 966 695,22	336 405 947,72
• Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	369 763 160,80	208 698 160,00
• Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
• Titres vendus à réméré	-	-
• Autres titres à recevoir	-	-

Compte de produits et charges (y compris agences à l'étranger)

au 31 décembre 2003



Comptes agrégés

EN DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 370 306 807,42	1 375 430 880,17
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	94 107 974,46	65 529 355,16
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	829 601 176,08	888 778 883,70
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	208 149 549,86	188 816 615,00
Produits sur titres de propriété	9 276 775,00	4 698 450,07
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	171 119 830,88	167 942 355,28
Autres produits bancaires	58 051 501,14	59 665 220,96
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	288 520 031,20	326 624 417,26
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	15 222 908,62	16 182 166,78
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	223 007 719,79	256 566 323,20
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	50 289 402,79	53 875 927,28
PRODUIT NET BANCAIRE	1 081 786 776,22	1 048 806 462,91
Produits d'exploitation non bancaire	8 811 003,14	5 294 172,59
Charges d'exploitation non bancaire	1 565,95	45 722,43
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	627 026 063,03	612 603 896,83
Charges de personnel	327 181 218,47	316 336 895,75
Impôts et taxes	11 194 811,75	8 505 168,42
Charges externes	184 069 084,92	183 250 349,93
Autres charges générales d'exploitation	14 451 255,45	12 835 813,28
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	90 129 692,44	91 675 669,45
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	306 320 495,49	300 204 438,54
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	256 427 551,20	231 178 036,86
Pertes sur créances irrécouvrables	2 111 869,29	2 873 250,86
Autres dotations aux provisions	47 781 075,00	66 153 150,82
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	129 568 462,08	71 807 786,19
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	106 894 173,33	67 202 924,57
Récupérations sur créances amorties	650 000,00	521 967,46
Autres reprises de provisions	22 024 288,75	4 082 894,16
RESULTAT COURANT	286 818 116,97	213 054 363,89
Produits non courants	4 455 982,44	4 103 828,39
Charges non courantes	3 259 630,96	8 872 632,74
RESULTAT AVANT IMPOTS	288 014 468,45	208 285 559,54
Impôts sur les résultats	106 805 019,36	78 897 274,99
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	181 209 449,09	129 388 284,55

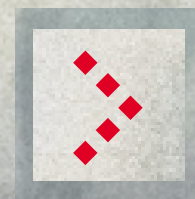
Etat des soldes de gestion (y compris agences à l'étranger) au 31 décembre 2003

TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

EN DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
+ Intérêts et produits assimilés	1 131 858 700,40	1 143 124 853,86
- Intérêts et charges assimilées	238 230 628,41	272 748 489,98
MARGE D'INTERET	893 628 071,99	870 376 363,88
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
+ Commissions perçues	190 395 825,97	186 909 023,60
- Commissions servies	16 887 444,12	16 768 882,83
MARGE SUR COMMISSIONS	173 508 381,85	170 140 140,77
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	3 362 673,48	4 243 899,76
± Résultat des opérations de change	24 219 779,00	20 146 458,87
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	27 582 452,48	24 390 358,63
+ Divers autres produits bancaires	18 311 607,23	12 289 210,56
- Diverses autres charges bancaires	31 243 737,33	28 389 610,93
PRODUIT NET BANCAIRE	1 081 786 776,22	1 048 806 462,91
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	33 119,31	- 811 040,25
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	8 811 003,14	5 294 172,59
- Autres charges d'exploitation non bancaire	1 565,95	45 722,43
- Charges générales d'exploitation	627 026 063,03	612 603 896,83
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	463 603 269,69	440 639 975,99
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-150 995 247,16	-166 326 395,69
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 25 789 905,56	-61 259 216,41
RESULTAT COURANT	286 818 116,97	213 054 363,89
RESULTAT NON COURANT	1 196 351,48	-4 768 804,35
- Impôts sur les résultats	106 805 019,36	78 897 274,99
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	181 209 449,09	129 388 284,55

Etat des soldes de gestion (suite) (y compris agences à l'étranger) au 31 décembre 2003



Comptes agrégés

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

EN DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE	181 209 449,09	129 388 284,55
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	90 129 692,44	91 675 669,45
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 218 032,87	1 695 428,13
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	10 000 000,00	-
+ Dotations aux provisions réglementées	30 000 000,00	48 000 000,00
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	20 376 152,18	884 387,88
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	741 811,45	3 419 009,54
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 565,95	45 722,43
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	291 440 776,72	266 501 707,14
- Bénéfices distribués	116 734 464,00	91 719 936,00
± AUTOFINANCEMENT	174 706 312,72	174 781 771,14

Etats de synthèse

Comptes consolidés

Principes et modalités de consolidation



○ INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Liste des entreprises consolidées

Le périmètre du Groupe Crédit du Maroc au 31 décembre 2003 se présente comme suit :

Sociétés consolidées	Capital social (KDH)	Pourcentage de contrôles	Pourcentage d'intérêts	Contribution au résultat consolidé Part Groupe	Méthode de consolidation*
Crédit du Maroc	883 818	100,00	100,00	181 851	E.C.
Crédit du Maroc Capital	10 000	100,00	100,00	-334	I.G.
Crédit du Maroc Leasing	24 000	66,66	66,66	2 788	I.G.
Crédit du Maroc Gestion	1 000	100,00	100,00	8 368	I.G.
Crédit du Maroc Fonds	1 000	100,00	100,00	3 886	I.G.
BIT**	1 655	100,00	100,00	1 067	I.G.
SIFIM	1 021	100,00	100,00	161	I.G.

* EC : Etablissement consolidant

*IG : Intégration globale

** En KUSD

Entreprises entrées et sorties du périmètre de consolidation au cours de l'exercice

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas connu d'entrée ni de sortie de périmètre au cours de l'exercice.

Entreprises laissées en dehors de la consolidation

Les entreprises laissées en dehors de la consolidation sont celles qui ne présentent pas d'importance significative eu égard à l'ensemble consolidé.

● PRINCIPES ET MODALITÉS DE CONSOLIDATION, PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit du Maroc ont été préparés selon les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédits (P.C.E.C.).

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2003 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

• Principes et modalités de consolidation

Périmètre de consolidation

Sont intégrés globalement les banques, établissements et holdings à caractère financier contrôlés au moins à 50% par le Groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés déjà intégrées globalement. Sont mis en équivalence les banques, établissements et holdings financiers dans lesquels le Groupe détient une participation comprise entre 20% et 50%, à condition que celle-ci lui assure une influence réelle et durable sur la gestion.

Les entreprises à caractère non financier sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sans tenir compte du type de dépendance.

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif sont exclues du champ de consolidation.

Date de clôture des exercices

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes le 31 décembre.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et

la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participation, après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables.

Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique "écarts d'acquisition" et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. Dans les cas exceptionnels où ils sont dégagés dans le cadre d'une fusion, ils sont imputés sur les capitaux propres.

S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique "Provision sur écarts d'acquisition" dans le poste "Comptes de régularisation" et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

Retraitements et opérations réciproques

Lorsque l'impact est significatif, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après.

Après cumul des bilans et comptes de résultat, les soldes réciproques significatifs, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre sociétés du Groupe, sont éliminés.

• Principes comptables et méthodes d'évaluation

Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des succursales étrangères

Les comptes des succursales étrangères sont convertis en utilisant la méthode du cours de clôture. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits dans les capitaux propres.

Principes et modalités de consolidation



● IMMOBILISATIONS

Immobilisations en non valeurs

Elles sont constituées essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices et sont amorties intégralement dès la première année.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement les droits au bail et les brevets et marques. Elles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les filiales utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

● TITRES DE PARTICIPATION

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Cette rubrique comprend aussi les prêts participatifs et les créances rattachées à des participations.

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

● TITRES DE PLACEMENT

Les titres de placement sont des investissements financiers acquis pour procurer un rendement financier. Ce sont essentiellement des fonds d'Etat et des obligations garanties par l'Etat. Ils sont enregistrés au prix d'acquisition hors intérêts courus non échus à cette date.

● CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

Les crédits à la clientèle sont classés en fonction de leur objet économique et sont ventillés comme suit :

- crédits de trésorerie ;
- crédits à la consommation ;
- crédits à l'équipement ;
- crédits immobiliers ;
- autres crédits à la clientèle.

Les intérêts courus et non échus sont pris en compte dans le compte de résultat. Cependant, dès que le recouvrement d'une créance devient douteux, les intérêts sont comptabilisés en produits lors de leur encaissement.

● OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Les opérations de crédit-bail réalisées par Crédit du Maroc Leasing sont portées à l'actif du bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. La réserve latente est inscrite parmi les réserves consolidées pour son montant net d'impositions différées.



● PROVISIONS D'EXPLOITATION

Des provisions sont constituées pour couvrir les pertes probables pouvant résulter, soit du non-recouvrement total ou partiel de créances en souffrance, soit de la mise en jeu d'engagements hors-bilan. Ces provisions sont évaluées conformément aux règles de Bank Al Maghrib relatives à la couverture par des provisions des créances en souffrance et inscrites au passif du bilan.

Les autres provisions destinées à couvrir des risques déterminés sont également classées au passif du bilan.

● PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Ces provisions, nettes de l'effet fiscal, sont éliminées en consolidation.

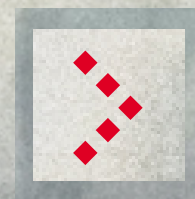
● CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôt effectivement utilisés en règlement de l'impôt ;
- l'impôt différé résultant des décalages temporaires d'imposition ou de déductions existant dans les comptes sociaux ou dûs à des retraitements de consolidation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable sur la totalité des décalages temporaires. Les actifs d'impôt différé ne sont constatés que si leur probabilité de réalisation est jugée élevée.

En 2003, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 39,6% pour le Crédit du Maroc et de 35% pour les autres sociétés.

Bilan consolidé au 31 décembre 2003



Comptes consolidés

EN MILLIERS DE DIRHAMS

A C T I F	31.12.03	31.12.02
VALEURS EN CAISSE BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	2 220 808	1 854 001
• Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 988 657	1 622 901
• Valeurs en caisse	232 151	231 100
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS :	1 847 434	2 302 932
• A vue	309 363	709 793
• A terme	1 538 071	1 593 139
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	10 072 097	9 612 062
• Crédits de trésorerie et à la consommation	5 101 391	5 575 966
• Crédits à l'équipement	1 884 239	1 173 818
• Crédits immobiliers	2 136 624	1 879 977
• Autres crédits	949 843	982 301
OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	587 068	523 713
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	2 730 874	1 724 068
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 355 424	1 358 942
• Autres titres de créance	304 428	342 950
• Titres de propriété	71 022	22 176
AUTRES ACTIFS	110 642	119 544
TITRES D'INVESTISSEMENT	1 873 540	1 995 126
• Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 572 197	1 689 239
• Autres titres de créance	301 343	305 887
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	18 077	19 109
TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	-	-
• Entreprises à caractère financier	-	-
• Autres entreprises	-	-
CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	78 193	87 155
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	439 677	451 732
ECARTS D'ACQUISITION	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	19 978 410	18 689 442

Bilan consolidé au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

P A S S I F	31.12.03	31.12.02
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	761 665	772 040
• A vue	71 522	187 391
• A terme	690 143	584 649
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	16 817 489	15 641 167
• Comptes à vue créditeurs	9 254 114	8 675 700
• Comptes d'épargne	3 598 686	3 251 601
• Dépôts à terme	3 609 260	3 366 574
• Autres comptes créditeurs	355 429	347 292
TITRES DE CRÉANCES ÉMIS	103 814	103 884
• Titres de créance négociable émis	103 814	103 884
• Emprunts obligataires émis	-	-
• Autres titres de créance émis	-	-
AUTRES PASSIFS	354 639	331 506
ECARTS D'ACQUISITION	578	763
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	105 801	87 235
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	-	-
FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNÉES	-	-
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	651 096	651 096
CAPITAL	833 818	833 818
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
RÉSERVES CONSOLIDÉES, ÉCARTS DE RÉÉVALUATION, ÉCARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES SUR MISES EN ÉQUIVALENCE	150 329	95 408
• Part du groupe	133 897	75 559
• Part des intérêts minoritaires	16 432	19 849
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	199 181	172 525
• Part du groupe	197 787	175 942
• Part des intérêts minoritaires	1 394	-3 417
TOTAL DU PASSIF	19 978 410	18 689 442
C A P I T A U X P R O P R E S		
• Part du groupe	1 816 598	1 736 415
• Part des intérêts minoritaires	17 826	16 432
TOTAL	1 834 424	1 752 847
H O R S B I L A N		
	31.12.03	31.12.02
ENGAGEMENTS DONNÉS	3 307 466	3 228 820
• Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	53 682	175 571
• Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 143 399	1 126 003
• Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	714 598	623 214
• Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 395 787	1 304 032
• Titres achetés à réméré	-	-
• Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	805 271	605 104
• Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	427 965	396 406
• Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	377 306	208 698
• Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers	-	-
• Titres vendus à réméré	-	-
• Autres titres à recevoir	-	-

Compte de produits et charges consolidés

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003



Comptes consolidés

EN MILLIERS DE DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 436 382	1 453 027
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	89 500	65 332
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	818 213	889 793
• Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	208 150	188 817
• Produits sur titres de propriété	1 228	1 148
• Produits sur opérations de crédit-bail et de location	55 125	46 641
• Commissions sur prestations de service	205 073	200 393
• Autres produits bancaires	59 093	60 903
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	301 116	360 807
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	18 543	39 212
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	222 979	256 543
• Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	7 529	7 549
• Charges sur opérations de crédit-bail et de location	1 066	1 298
• Autres charges bancaires	50 999	56 205
PRODUIT NET BANCAIRE	1 135 266	1 092 220
• Produits d'exploitation non bancaire	9 196	6 312
• Charges d'exploitation non bancaire	2	46
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	648 020	631 263
• Charges de personnel	340 645	328 861
• Impôts et taxes	12 011	10 171
• Charges externes	188 482	185 442
• Autres charges générales d'exploitation	14 520	13 227
• Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	92 362	93 562
• Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	-	253
• Reprises sur écarts d'acquisition	185	185

Compte de produits et charges consolidés (suite)

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	294 423	280 631
• Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	273 627	259 227
• Pertes sur créances irrécouvrables	3 015	2 873
• Autres dotations aux provisions	17 781	18 531
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	112 530	71 609
• Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	110 203	69 915
• Récupérations sur créances amorties	650	522
• Autres reprises de provisions	1 677	1 172
RESULTAT COURANT	314 732	258 133
• Produits non courants	4 640	4 314
• Charges non courantes	3 241	8 924
RESULTAT AVANT IMPOTS	316 131	253 523
• Impôts sur les résultats	116 950	80 998
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	199 181	172 525
QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		
• Entreprises à caractère financier	-	-
• Autres entreprises	-	-
RESULTAT NET DU GROUPE	199 181	172 525
• Part du groupe	197 787	175 942
• Part des intérêts minoritaires	1 394	- 3 417

Etat des soldes de gestion consolidés

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003



Comptes consolidés

EN MILLIERS DE DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
(+) Intérêts et produits assimilés	1 115 863	1 143 942
(-) Intérêts et charges assimilées	249 051	303 304
MARGE D'INTERET	866 812	840 638
(+) Produits sur opérations de crédit-bail et de location	55 125	46 641
(-) Charges sur opérations de crédit-bail et de location	1 066	1 298
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	54 059	45 343
(+) Commissions perçues	224 869	219 818
(-) Commissions servies	16 704	16 627
MARGE SUR COMMISSIONS	208 165	203 191
(±) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(±) Résultat des opérations sur titres de placement	4 306	3 457
(±) Résultat des opérations de change	23 718	19 711
(±) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	28 024	23 168
(+) Divers autres produits bancaires	10 260	8 881
(-) Diverses autres charges bancaires	32 054	29 001
PRODUIT NET BANCAIRE	1 135 266	1 092 220
(±) Résultat des opérations sur immobilisations financières	- 1 189	- 1 604
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	9 196	6 221
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-2	-46
(-) Charges générales d'exploitation	-648 020	-631 263
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	495 251	465 528
(±) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-165 789	-191 663
(±) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-14 915	-15 664
(±) Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	185	- 68
RESULTAT COURANT	314 732	258 133
RESULTAT NON COURANT	1 399	-4 610
(-) Impôts sur les résultats	114 740	86 323
(-) Impôts différés	2 210	-5 325
Résultat net des entreprises intégrées	199 181	172 525
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-	-
RESULTAT NET	199 181	172 525

Etat des soldes de gestion consolidés (suite)

du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003

EN MILLIERS DE DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
(±) Résultat net du groupe	199 181	172 525
(-) Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence		
(±) RESULTAT NET DE L'EXERCICE DES SOCIETES INTEGREES	199 181	172 525
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	92 362	93 562
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 218	1 695
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	29
(-) Reprises de provisions	32	-
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	831	3 441
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	2	46
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	91
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	253
(-) Reprises sur écarts d'acquisition	185	185
(+) Charges nettes d'impôts différés de l'exercice	2 210	-5 325
(±) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	293 925	259 068
(-) Bénéfices distribués	116 735	91 720
(±) AUTOFINANCEMENT	177 190	167 348

Tableau des flux de trésorerie consolidés

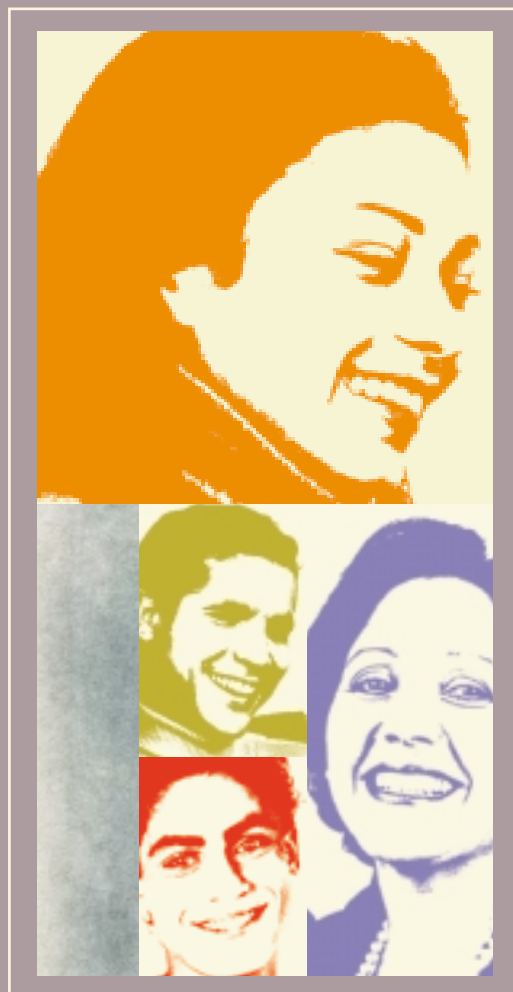
du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003



Comptes consolidés

EN MILLIERS DE DIRHAMS

LIBELLE	31.12.03	31.12.02
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 322 732	1 338 620
(+) Récupérations sur créances amorties	650	522
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	13 005	7 093
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-312 492	-360 614
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-3 240	-8 895
(-) Charges générales d'exploitation versées	-555 818	-537 487
(-) Impôts sur les résultats versés	-116 950	-80 998
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	347 887	358 241
VARIATION DES :		
(±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	442 493	588 074
(±) Créances sur la clientèle	-617 361	-714 461
(±) Titres de transaction et de placement	-1 005 352	913 815
(±) Autres actifs	7 125	41 335
(±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 76 183	-42 743
(±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 130	324 849
(±) Dépôts de la clientèle	1 176 322	1 638 383
(±) Titres de créance émis	- 71	-51
(±) Autres passifs	23 588	-362 452
SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-39 309	2 386 749
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	308 578	2 744 990
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	171 656	102 480
(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	870	3 567
(-) Acquisition d'immobilisations financières	-50 167	-1 462 847
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-70 966	-93 401
(+) Intérêts perçus	122 824	106 406
(+) Dividendes perçus	747	1 074
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	174 964	-1 342 721
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
(+) Emission d'actions	-	750
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
(-) Intérêts versés	-	-
(-) Dividendes versés	- 116 735	-91 720
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-116 735	-90 970
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	366 807	1 311 299
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 854 001	542 702
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 220 808	1 854 001



Rapports des Commissaires
aux Comptes

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2003

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2003

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2002, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, du Crédit du Maroc arrêtés au 31 décembre 2003, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant DH 1 675 769 005, dont un bénéfice net de DH 180 004 454 sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et les informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

OPINION SUR LES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Ainsi qu'il est mentionné dans l'Etat B 32 bis de l'ETIC, suite à un contrôle fiscal, le Crédit du Maroc a fait l'objet en 2002 d'une notification de redressement qu'il a réfuté entièrement. A ce jour, le contentieux n'a pas encore abouti. Nous ne sommes donc pas encore en mesure de savoir quelle en sera l'issue.

A notre avis, excepté ce qui est décrit au paragraphe 2 ci-dessus, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Crédit du Maroc au 31 décembre 2003, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Le 6 avril 2004

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse
A. Bidah
Associé



M. Y. Sebti
Expert Comptable



Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2003

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISÉES A L'ARTICLE 95 DE LA LOI 17-95 SUR LA SOCIÉTÉ ANONYME EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2003

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 17 mai 2002, et en application de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi et approuvées par votre Conseil de Surveillance.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

1.1 Convention entre CDM et CDM Leasing

Au cours de l'exercice 2003, le Crédit du Maroc (CDM) a conclu avec Crédit du Maroc Leasing (CDML) une "convention de partage de risque" traitant, d'une part de la rémunération des prestations commerciales et de la rémunération de la couverture du risque, et d'autre part, des conditions de la mise en jeu de la garantie donnée par le CDM à CDML.

Aux termes de cette convention, qui a pris effet à partir du 1er mars 2003, le CDM s'est engagé à commercialiser les contrats de crédit bail mobilier et immobilier de CDML auprès de sa clientèle d'entreprises et de professionnels par l'intermédiaire de son réseau commercial. En contrepartie CDML verse au CDM une commission d'apport payée au moment du déblocage de chaque opération. Par ailleurs, les opérations apportées par le CDM sont garanties (sauf cas particuliers) par celui-ci à hauteur de 50%. En contrepartie de cet engagement CDML verse au CDM une commission mensuelle sur l'encours financier. Au titre de l'exercice 2003, les commissions d'apport et de couverture de risque versées par CDML au CDM sont respectivement de DH 74 942 et DH 75 302.

1.2 Convention entre Crédit du Maroc et Crédit Lyonnais relative au schéma directeur

Aux termes de cette convention, il a été décidé du détachement auprès du CDM d'un expert du Crédit Lyonnais. Celui-ci est chargé d'animer les groupes de travail du projet, de formaliser les orientations stratégiques, de s'assurer que les besoins exprimés correspondent aux orientations, de préparer les décisions de la responsabilité des lignes Métier, de vérifier que la priorisation des projets retenue couvre l'ensemble des besoins fonctionnels et de veiller au respect du planning du schéma directeur. Cette intervention est facturée par le Crédit Lyonnais à raison de 436,50 Euros par jour pour la partie rémunération et 58,00 Euros par jour ouvré et 50 Euros par jour de week end et férié passé sur place au titre de la prime d'éloignement. Le CDM prend aussi en charge les frais d'hébergement, le versement à l'expert d'une indemnité journalière de DH 500 ainsi que les frais de transport. Le montant de la prestation au titre de l'exercice 2003, non encore facturé est estimé à DH 588 200.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Conventions entre Crédit du Maroc (CDM) et Société Ivoirienne de Banque (SIB), entre CDM et CL Congo, entre CDM et CL Cameroun.

Au cours de l'exercice 2002, le Crédit du Maroc a conclu avec la SIB, le CL Congo et le CL Cameroun des conventions de service au titre desquelles le CDM fournit des prestations de formation du personnel commercial et d'accueil ainsi

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes (suite)

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2003

que des prestations d'assistance dans d'autres domaines tels que le développement de l'offre produits et services, la dynamisation de la relation commerciale, l'animation commerciale des agences, etc. Les prestations relatives à la formation sont facturées au tarif journalier de 690 euros. Les prestations d'assistance sont facturées au tarif journalier de 600 euros. Les bénéficiaires prennent en charge les frais de déplacement et de séjour. Au titre de l'exercice 2003, les montants facturés par Crédit du Maroc sont de DH 4 378, DH 97 853 et DH 167 144 respectivement pour CL Congo, CL Cameroun et Société Ivoirienne de Banque.

2.2 Convention entre Crédit du Maroc (CDM) et Crédit du Maroc Capital (CDMC)

Cette convention a pour objet la réalisation par Crédit du Maroc Capital pour Crédit du Maroc de notes, d'études sectorielles ou spécifiques, notamment des notes de conjonctures trimestrielles, des notes de synthèse sur les données nationales et internationales ainsi que l'analyse de la Loi de Finances et ses répercussions sur le secteur bancaire et autres secteurs intéressant la banque. La commission réglée pour l'exercice 2003 est de DH 500 000.

2.3 Conventions entre Crédit du Maroc (CDM) et Crédit Lyonnais (CL)

(a) Convention d'appui technique en matière de risques de marché

Au cours de l'exercice 2003, le Crédit du Maroc a eu recours à l'assistance du Crédit Lyonnais. Il s'agit d'un appui technique aux structures opérationnelles en matière de contrôle de risques de marché (assistance et fourniture de documentation comptable et informatique). Le montant réglé par Crédit du Maroc au titre de l'exercice 2003 s'élève à DH 224 897.

(b) Missions d'inspection

Dans le cadre de cette convention, le CL s'engage à effectuer, à la demande du Directoire ou du Conseil de Surveillance du Crédit du Maroc, des missions d'inspection sur tout ou partie des activités de ce dernier, y compris au niveau des filiales ou des succursales. Pour l'exercice 2003, le montant réglé est de DH 265 970.

(c) Convention d'assistance technique

Au cours de l'exercice 2003, le Crédit du Maroc a eu recours à l'assistance du Groupe Crédit Lyonnais. Cette assistance a couvert des aspects techniques, la mise en place et maintenance d'outils informatiques, les prestations relatives à la messagerie. Le montant relatif à ces prestations au titre de l'exercice 2003 s'élève à DH 1 578 178.

2.4 Convention avec ATLASNET

Le Crédit du Maroc met à la disposition de ATLASNET des locaux sécurisés, connectés et équipés de manière à recevoir les serveurs d'accès et d'applications d'ATLASNET moyennant un loyer mensuel de DH 8 000. ATLASNET fournit l'accès au service de messagerie électronique, aux services de consultation WEB ainsi que l'hébergement du serveur bancaire CDMNET, moyennant le paiement par CDM de DH 1 500 par an et par abonnement. En 2003, le montant des dépenses du CDM au titre de cette convention s'élève à DH 285 000 et les recettes à DH 48 000.

2.5 Conventions entre Crédit du Maroc (CDM) et Crédit Lyonnais Gabon et entre CDM et BNI-Crédit Lyonnais Madagascar

Au cours de l'exercice 2001, le Crédit du Maroc a conclu avec l'Union Gabonaise de Banque (Crédit Lyonnais Gabon) et BNI-Credit Lyonnais Madagascar des conventions de service au titre desquelles le Crédit du Maroc fournit des prestations de formation de personnel commercial et d'accueil ainsi que des prestations d'assistance dans d'autres domaines tels que le développement de l'offre produits et services, la dynamisation de la relation commerciale, l'animation commerciale des agences, etc. Au titre de l'exercice 2003, les montants facturés par Crédit du Maroc sont de DH 2 348 et DH 7 343 respectivement pour CL Gabon et CL Madagascar.

2.6 Convention entre Crédit du Maroc (CDM) et Compagnie de Gestion Financière (COGEFO)

Il s'agit d'une convention d'assistance pour l'étude de faisabilité pour la construction éventuelle du siège du Crédit du Maroc. Le montant de la prestation réglé au titre de l'exercice 2003 est de DH 37 000.

Le 6 avril 2004

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse
A. Bidah



M. Y. Sebti
Expert Comptable





Résolutions de

l'Assemblée Générale Ordinaire

du 14 mai 2004

Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2004

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après les avoir entendus, approuve :

- le rapport de gestion du Directoire,
- le rapport du Conseil de Surveillance,
- le rapport des Commissaires aux Comptes.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale approuve les comptes, le bilan et le compte de produits et charges de l'exercice 2003, tels qu'ils viennent de lui être présentés, faisant ressortir un bénéfice net de 180 004 454,09 dirhams pour l'activité au Maroc, et un bénéfice net de 109 491,62 euros pour l'agence de Paris.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leur mandat aux membres du Conseil de Surveillance. Elle donne également acte à Monsieur Mohammed Youssef Sebti et à la société PRICEWATERHOUSECOOPERS, commissaires aux comptes, de l'accomplissement de leur mission.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

1- Pour les résultats réalisés au Maroc :

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice net comme suit :

Bénéfice net de l'exercice	180 004 454,09 Dh
Réserve non distribuable <i>(reprise partielle de la provision pour investissement de l'année 2002)</i>	-19 125 000,00 Dh
Report à nouveau des exercices précédents	+10 851 388,88 Dh
Bénéfice distribuable	171 730 842,97 Dh
Dividendes	-116 734 464,00 Dh
Réserve extraordinaire	-27 000 000,00 Dh
Solde à reporter à nouveau	27 996 378,97 Dh

A la suite de cette affectation, il sera attribué à chacune des 8 338 176 actions composant le capital social, un dividende de 14 dirhams.

L'Assemblée décide de fixer la date de mise en paiement de ce dividende à compter du 1^{er} Juin 2004.

2 - Pour les résultats réalisés par l'agence de Paris :

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2003 s'élevant à 109 491,62 euros au poste "report à nouveau".

A la suite de cette affectation, le montant du poste "report à nouveau" créateur s'élèvera à 116 533,49 euros.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles 95 et suivants de la loi n° 17/95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale constate que le mandat des membres, ci-après rappelés, composant l'actuel Conseil de Surveillance vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée Générale :

• Madame Saida LAMRANI KARIM	Président
• Monsieur Abdellatif GUERRAOUI	Vice-Président
• Monsieur Ismail FASSI-FIHRI	Membre
• Monsieur Michel FREALLE	Membre
• Monsieur Bernard NORMAND	Membre
• Monsieur Alain PAPIASSE	Membre
• Monsieur Michel RENAULT	Membre
• Monsieur M'Hamed SAGOU	Membre
• Monsieur Taieb SKALLI	Membre
• Crédit Lyonnais Global Banking	Membre <i>représenté par Monsieur Baudouin MERLET</i>

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale est informée de la décision de Monsieur Michel Frealle, membre du Conseil de Surveillance dont le mandat arrive à échéance, de ne pas soumettre à la présente Assemblée le renouvellement de son mandat en qualité de membre du Conseil.

L'Assemblée Générale prend acte de cette décision.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale est informée de la décision de Monsieur Bernard Normand, membre du Conseil de Surveillance dont le mandat arrive à échéance, de ne pas soumettre à la présente Assemblée le renouvellement de son mandat en qualité de membre du Conseil.

L'Assemblée Générale prend acte de cette décision.

NEUVIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale est informée de la décision de Monsieur Michel Renault, membre du Conseil de Surveillance dont le mandat arrive à échéance, de ne pas soumettre à la présente Assemblée le renouvellement de son mandat en qualité de membre du Conseil.

L'Assemblée Générale prend acte de cette décision.

DIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Ismaïl Fassi-Fihri pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

ONZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Abdellatif Guerraoui pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

DOUZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Saïda Lamrani Karim pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

TREIZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Alain Papiasse pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

QUATORZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur M'hamed Sagou pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

QUINZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Taïeb Skalli pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

SEIZIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance du Crédit Lyonnais Global Banking pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

DIX-SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de membre du Conseil de Surveillance Monsieur Jean-Frédéric de Leusse pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

DIX-HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de membre du Conseil de Surveillance Monsieur Marc Ghinsberg pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

DIX-NEUVIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de membre du Conseil de Surveillance Monsieur Marc Pouzet pour une durée statutaire de cinq années.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

VINGTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale donne tout pouvoir au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer les formalités prévues par la loi.

Directions Régionales, Centres d'Affaires et Réseau d'Agences

DIRECTIONS REGIONALES

DIRECTION REGIONALE DE FES-MEKNES

FES ATCLASS - Av. Roi Houssain de Jordanie - Résidence Tarik- Route d'Immouzer - Fès
Tél. : 055 - 64.12.58 - Fax : 055 - 64.24.18

DIRECTION REGIONALE DU NORD

Lot. Hadj Tatar Lot 26 - Quartier Souriyine - Route de Tétouan - Tanger
Tél. : 039 - 94.16.51 - Fax : 039 - 94.62.00

DIRECTION REGIONALE DE L'ORIENTAL

191, av. des FAR - Nador
Tél. : 056 - 33.17.86 - Fax : 056 - 33.17.89

DIRECTION REGIONALE DE RABAT-KENITRA

3, av. Allal Ben Abdellah - 4^{ème} étage - Rabat
Tél. : 037 - 26.35.17 - Fax : 037 - 26.35.16

DIRECTION REGIONALE MARRAKECH

176, Bd Abdelkrim El Khattabi - Marrakech
Tél. : 044 - 43.63.85 - Fax : 044 - 43.80.81

DIRECTION REGIONALE DU SOUS

Imm. Crédit du Maroc - Bd Mohammed V, 4^{ème} étage - Agadir
Tél. : 048 - 82.42.20 - Fax : 048 - 82.40.39

DIRECTION DU MARCHÉ DE CASABLANCA

40, Bd du 9 Avril - Ex. Claude Perrault, 3^{ème} étage, Palmier - Casablanca
Tél. : 022 - 98.73.95 - Fax : 022 - 98.76.62

LES CENTRES D'AFFAIRES

CENTRE D'AFFAIRES CENTRE VILLE

48/58, Bd. Mohammed V - Casablanca
Tél. : 022 - 47.75.28 - Fax : 022 - 47.75.26

CENTRE D'AFFAIRES ESSALAM

262, Bd. Yacoub Al Mansour - Casablanca
Tél. : 022 - 47.75.28 - Fax : 022 - 39.55.02

CENTRE D'AFFAIRES EXPANSION

Km 7.300 - Route de Rabat - Ain Sebaâ - Casablanca
Tél. : 022 - 35.57.80 - Fax : 022 - 66.51.79

CENTRE D'AFFAIRES NOUVEL HORIZON

146, bd Emile Zola et Rethel - Casablanca
Tél. : 022 - 24.42.63/65 - Fax : 022 - 24.42.71

CENTRE D'AFFAIRES QUARAOUYNE

Av. Roi Houssain de Jordanie - Résidence Tarik- Route d'Immouzer - Fès
Tél. : 055 - 73.00.08 - Fax : 055 - 73.39.18

CENTRE D'AFFAIRES BOUGHAZ

Lot Hadj Tatar lot 26 - Quartier souriyine - Route de Tétouan - Tanger
Tél. : 039 - 34.00.78 - Fax : 039 - 94.51.47

CENTRE D'AFFAIRES AL MOUSTAQBAL

30, Bd Mohammed - Oujda
Tél. : 056 - 68.22.04 - Fax : 056 - 70.10.34

CENTRE D'AFFAIRES CHELLAH

21, Av. Allale Ben Abdallah - Rabat
Tél. : 037 - 20.65.30 - Fax : 037 - 26.65.43

CENTRE D'AFFAIRES MENARA

176, Bd Abdelkrim El Khattabi - Marrakech
Tél. : 044 - 43.88.95 - Fax : 044 - 43.89.36

CENTRE D'AFFAIRES TALBORJT

Immeuble Crédit du Maroc - Bd Mohammed V - Agadir
Tél. : 048 - 84.03.52 - Fax : 048 - 84.03.53

RESEAU A L'ETRANGER

SUCCURSALE DE PARIS

13, av. de Clichy 75017 Paris - France
Tél. : 00 (33-1) 45.22.83.01 - Fax : 00 (33-1) 42.93.08.87

Représentations

AVIGNON

17, Bd Saint Ruf 84 000 Avignon - France
Tél. : 00 (33-4) 90.16.20.10 - Fax : 00 (334) 90.16.20.11

AMSTERDAM

1er Van Swindenstraat 16-18 1093 GD Amsterdam - Hollande
Tél. : 00 (31-20) 66.33.741 - Fax : 00 (31-20) 66.33.586

UTRECHT

1 Kanaalstraat 90 - 3531 CM Utrecht - Hollande
Tél. : 00 (31-30) 29.63.264 - Fax : 00 (31-30) 29.60.217

MILAN

Via Marochetti 21-201 39 Milan - Italie
Tél. : 00 (39-025) 68.14.260 - Fax : 00 (39-025) 68.17.756

RESEAU AU MAROC

CASABLANCA

MOHAMMED V

48-58, bd. Mohammed V
Tél. : 022 - 47.70.00 - Fax : 022 - 20.60.77

AIN SEBAA

Km 7.300, route de Rabat - Ain Sebaâ
Tél. : 022 - 35.57.80 - Fax : 022 - 35.59.26

AIN SEBAA EL OULJA

Lotis El Oulja II, lot n° 130 - Ain Sebaâ
Tél. : 022 - 35.81.04/05 - Fax : 022 - 34.30.04

AIT YAFALMANE

39, rue Ait Yafalmane
Tél. : 022 - 28.02.94 - Fax : 022 - 28.92.19

AL FADL

Angle Bd Smara et rue 203, Inara
Tél. : 022 - 50.00.93 - Fax : 022 - 52.56.47

AL QODS

85, bd. Souhaib Erroumi
Tél. : 022 - 73.17.73 - Fax : 022 - 73.85.01

ANFA

211, Bd. d'Anfa
Tél. : 022 - 36.08.46 - Fax : 022 - 39.61.73

BEAUSEJOUR

Angle route d'El Jadida et rue El Kadi Bekkar
Tél. : 022 - 25.39.94 - Fax : 022 - 25.24.10

BEN DJIA

23, rue Canizarès
Tél. : 022 - 44.03.07/08 - Fax : 022 - 44.03.06

BIR ANZARANE

Angle rue Ali Abderrazak et bd Bir Anzarane
Tél. : 022 - 95.04.84 - Fax : 022 - 94.04.19

BOURGOGNE

160, angle Bd de Bourgogne et rue de Nice
Tél. : 022 - 29 90 38 - Fax : 022 - 49.05.81

CASA VOYAGEURS

20, place Prince Sidi Mohammed - Belvédère
Tél. : 022 - 40.67.67 - Fax : 022 - 24.94.25

2 MARS

Angle Av. 2 Mars et rue Salonique
Tél. : 022 - 83 78 13 - Fax : 022 - 83.60.16

EL FIDA

326, bd. El Fida
Tél. : 022 - 83.15.02 - Fax : 022 - 83.70.05



EL OULFA

Angle bd. Oued Tensift et bd Oued Sebou quartier El Oulfa
Tél. : 022 - 90.50.86 - Fax : 022 - 90.50.86

EMILE ZOLA

146, bd. Emile Zola et rue Rethel
Tél. : 022 - 24.08.10 - Fax : 022 - 40.23.07

FRANCEVILLE

Angle Bd Ghandi & Rue Mohamed Hayani
Tél. : 022 - 23.62.41 - Fax : 022 - 23.63.50

GAUTHIER

128, rue Taha Houcine (ex Gallée) - Quartier Gauthier
Tél. : 022 - 20.80.57 - Fax : 022 - 20.82.75

GHANDI

90, bd. Ghandi
Tél. : 022 - 39.02.41 - Fax : 022 - 39.08.02

HAY ESSALAM

262, bd. Yacoub Al Mansour
Tél. : 022 - 39.69.45 - Fax : 022 - 94.74.33

HAY HASSANI

45-47, bd. Afghanistan
Tél. : 022 - 90.66.38 - Fax : 022 - 89.63.35

HAY MOHAMMADI

16, lots. Nadia, Bd de la grande ceinture
Tél. : 022 - 60.38.28 - Fax : 022 - 60.00.72

HAY MY. ABDELLAH

492, bd. Al Qods, Inara II
Tél. : 022 - 50.60.64/65 - Fax : 022 - 50.65.82

HAY SADRI

Angle bd. des Forces Auxilliaires et rue n°10
Tél. : 022 - 70.85.07 - Fax : 022 - 71.29.30

IBN TACHFINE

Angle Bd Ibn Tachfine et rue E. Brunet Hay Hakam II
Tél. : 022 - 60.94.87 - Fax : 022 - 60.95.22

IBNOU KOTAIBA

306, Bd Abdelmoumen
Tél. : 022 - 25.20.49 - Fax : 022 - 25.24.64

IBNOU ROCHD

111-113, angle bd. Abdelmoumen & rue Van Zeeland
Tél. : 022 - 22.76.52 - Fax : 022 - 47.71.30

IDRISSIA

754, av. Aba Chouaib Doukkali - Idrissia I
Tél. : 022 - 28.99.15 - Fax : 022 - 28.51.76

INARA

Bd. de Taza n°179 Hay Moulay Abdallah
Tél. : 022 - 21.81.67 - Fax : 022 - 52.50.07

KOREA

Sidi Maârouf 4, rue 15 n° 125
Tél. : 022 - 80.94.16 - Fax : 022 - 28.54.86

LIBERTE

212, bd. de la Résistance - Place Lemaigre Dubreuil
Tél. : 022 - 26.35.49 - Fax : 022 - 22.91.60

MAARIF CANTAL

35, place du Cantal - Maarif
Tél. : 022 - 25.66.89 - Fax : 022 - 23.05.77

MAARIF ROUDANI

374, bd. Brahim Roudani - Maarif
Tél. : 022 - 25.28.13 - Fax : 022 - 23.08.28

MABROUKA

174, Bd du Nil
Tél. : 022 - 38.95.09 - Fax : 022 - 57.07.51

MEDIOUNA

439, route de Mediouna
Tél. : 022 - 81.07.83 - Fax : 022 - 81.35.67

MERS SULTAN

Angle rue Hadj Omar Riffi et Bd Rahal El Meskini
Tél. : 022 - 31.09.57 - Fax : 022 - 44.03.46

MOHAMED DIOURI

76-80, rue Mohammed Diouri
Tél. : 022 - 44.52.05 - Fax : 022 - 44.51.22

MOSTAPHA EL MAANI

355, rue Mostapha El Maani
Tél. : 022 - 26.38.01 - Fax : 022 - 20.60.75

OUED DAOURA

346 Bis, boulevard Oued Daoura,
Tél. : 022 - 93.47.00/71 - Fax : 022 - 93.47.90

OUED EDDAHAB

182, bd. Oued Eddahab, Jamila 7
Tél. : 022 - 37.80.07/13 - Fax : 022 - 56.89.12

OUED EL MAKHAZINE

40, bd. de Bordeaux
Tél. : 022 - 22.69.91 - Fax : 022 - 20.07.87

OULAD ZIANE

80, route des Oulad Ziane
Tél. : 022 - 44.03.42 - Fax : 022 - 44.45.26

PALMIER

38, bd. du 9 Avril - Palmier
Tél. : 022 - 23.79.50 - Fax : 022 - 99.23.28

PHARE

Angle av. du Phare et rue Bad Al Irfane
Tél. : 022 - 63.51.20/21 - Fax : 022 - 36.51.23

ROCHES NOIRES

Angle bd. Ambassadeur Ben Aicha
et rue Abou Mousslim AL Khourassani
Tél. : 022 - 24.81.54/57 - Fax : 022 - 24.81.49

SBATA

412, av. Commandant Driss Harti - Cité Djemaâ
Tél. : 022 - 37.16.49 - Fax : 022 - 55.17.13

SIDI BERNOUSSI

Amal III, bd. Abi Dar El Ghaffari, lot. 187 - Sidi Bernoussi
Tél. : 022 - 73.12.24 - Fax : 022 - 73.92.33

SIDI MOUMEN

Angle bd. Lalla Asmaa, rue Al Adarissa
Tél. : 022 - 70.25.57 - Fax : 022 - 72.85.98

STRASBOURG

1, rue de Strasbourg
Tél. : 022 - 31.33.74 - Fax : 022 - 31.21.43

VICTOIRE

182, rue de Strasbourg
Tél. : 022 - 30.79.32 - Fax : 022 - 45.08.79

ZERKTOUNI

170, bd. Zerkouni
Tél. : 022 - 47.10.28/29 - Fax : 022 - 47.28.35

HORS CASABLANCA

AGADIR AL FEDDYA

Immeuble - 10, avenue Hassan I, Quartier Dakhla
Tél. : 048 - 22.96.97/79 - Fax : 048 - 22.99.56

AGADIR AL MOUQUAOUAMA

Place des taxis - imm. Bakrim - Q.I.
Tél. : 048 - 82.06.92 - Fax : 048 - 84.76.49

Directions Régionales, Centres d'Affaires et Réseau d'Agences (suite)

AGADIR CENTRE

Av. des FAR - Imm. T
Tél. : 048 - 84.01.88 - Fax : 048 - 84.10.11

AGADIR OUFELLA

Imm. Crédit du Maroc - Bd Mohammed V
Tél. : 048 - 84.67.28/29 - Fax : 048 - 84.67.30

AHFIR

Angle bd. de Berkane et rue de la Résistance
Tél. : 056 - 62.70.91 - Fax : 056 - 62.70.93

AIN TAOUJDATE

Ain Taoujdate centre, route de Fès - Province de Meknès
Tél. : 055 - 44.01.19 - Fax : 055 - 44.05.02

AIT MELLOUL

Angle route de Tiznit et rue de l'hôpital - lot. Guichard
Ait Melloul - Province d'Agadir
Tél. : 048 - 24.04.72 - Fax : 048 - 24.07.75

AL HOCEIMA

108, boulevard Mohammed V - 32 000
Tél. : 039 - 98.26.06 - Fax : 039 - 98.12.84

AZROU

Boulevard Hassan II - Ahadaf
Tél. : 055 - 56.06.30/33 - Fax : 055 - 56.06.26

BENI-MELLAL

263, bd. Mohammed V
Tél. : 023 - 48.38.19 - Fax : 023 - 48.30.40

BERKANE

44, bd. Mohammed V
Tél. : 056 - 61.05.10 - Fax : 056 - 61.45.10

BERRECHID

57, rue Averroès
Tél. : 022 - 33.72.33 - Fax : 022 - 32.40.98

DAKHLA

Av. Mohammed V
Tél. : 048 - 89.73.61 - Fax : 048 - 89.88.61

DRIOUCH

90-92, bd. Hassan II - Driouch - Province de Nador
Tél. : 056 - 36.61.08 - Fax : 056 - 36.65.30

EL JADIDA

1, Av. Al Jamia El Arabia et rue Pierre Gresset
Tél. : 023 - 34.35.12 - Fax : 023 - 35.12.46

EL KELAA DES SRAGHNA

Angle bd. Mohammed V et av. Allal Ben Abdallah
Quartier Souguia
Tél. : 044 - 41.25.73 - 044 - 41.25.77

ESSAOUIRA

12, place Moulay El Hassan
Tél. : 044 - 47.58.19 - Fax : 044 - 47.52.47

FES ATLAS

Av. du Roi Houssein de Jordanie - Résidence Tarik
Route d'Immouzzar
Tél. : 055 - 64.16.96 - Fax : 055 - 65.94.37

FES BAB FTOUH

14-16, bd. Al Watan
Tél. : 055 - 64.99.52 - Fax : 055 - 63.05.26

FES DAR DBIBEGH

Angle av. Hassan II et rue Ribat Al Kheir
Tél. : 055 - 93.00.78 - Fax : 055 - 94.07.68

FES MOULAY IDRIS

Angle av. Abou Oubeida Ibnou Al Jarrah et rue Abou Hanifa
Tél. : 055 - 62.12.79 - Fax : 055 - 93.14.38

FES NARJISS

196 et 198 lotissement El Ouafa - Route de Sefrou
Tél. : 055 - 61.44.73/74 - Fax : 055 - 61.44.71

FES RAS CHERRATINE

52, rue Ras Cherratine
Tél. : 055 - 63.35.90 - Fax : 055 - 63.41.51

FES VILLE NOUVELLE

Angle bd. Mohammed V et rue Mokhtar Soussi
Tél. : 055 - 62.57.51 - Fax : 055 - 65.44.82

FKIH BENSALAH

1 bd. Mohammed V
Tél. : 043 - 43.86.27/28 - Fax : 023 - 43.86.29

GUELMIM

198-200, bd. Youssef Ben Tachfine
Tél. : 048 - 87.32.23 - Fax : 048 - 87.32.10

INEZGANE

1, bd. Mohammed V
Tél. : 048 - 83.22.55 - Fax : 048 - 33.43.85

KENITRA KHABBAZAT

2, angle rue 9 et bd. Mohammed V - Khabbazat
Tél. : 037 - 37.86.45 - Fax : 037 - 36.30.13

KENITRA MY ABDELAZIZ

2, angle Bd Mohammed Diouri et Bd My Abdelaziz
Tél. : 037 - 37.37.04/05 - Fax : 037 - 37.11.42

KHEMISSSET

Angle av Mohammed V et rue Volubilis
Tél. : 037 - 55.62.28 - Fax : 037 - 55.49.39

KHENIFRA

N° 11, boulevard Zerkoutouni - Cité Ennajah
Tél. : 055 - 38.46.27/29 - Fax : 055 - 38.46.31

KHOURIBGA

20, rue Moulay Idriss
Tél. : 023 - 56.28.22 - Fax : 023 - 56.55.61

LAAYOUNE

190, av. Chahid Bouchraya - place Dchera
Tél. : 048 - 99.52.06/07 - Fax : 048 - 99.52.08

LARACHE

20, Bd Mohammed V
Tél. : 039 - 91.27.08 - Fax : 039 - 91.27.09

MARRAKECH ABDELKRIM EL KHATTABI

176, bd. A. El Khattabi
Tél. : 044 - 43.73.26/44 - Fax : 044 - 43.80.81

MARRAKECH A. LAMAACH

129, rue Houmane El Fetouaki
Tél. : 044 - 44 23.55 - Fax : 044 - 38.95.13

MARRAKECH BAB DOUKKALA

Av. Hassan II - Imm. des Habous, Bab Doukkala
Tél. : 044 - 43.63.96 - Fax : 044 - 43.79.92

MARRAKECH DOUAR EL ASKAR

10, bd. d'Essaouira
Tél. : 044 - 34.43.52 - Fax : 044 - 49.09.26

MARRAKECH GUELIZ

215, av. Mohammed V
Tél. : 044 - 43.40.67 - Fax : 044 - 43.17.11

MARRAKECH MEDINA

43, rue Bab Agnaou
Tél. : 044 - 44.22.35 - Fax : 044 - 42.68.76

MEKNES HAMRIA

28, bd. Mohammed V
Tél. : 055 - 52.00.20 - Fax : 055 - 51.38.00



MEKNES BAB BERRIMA

1-2, Bab Berrima - Av. du Mellah
Tél. : 055 - 53.49.54 - Fax : 055 - 53.19.12

MEKNES IBNOU SINA

Res. Allia, av. des FAR - Route de Fès-Meknès
Tél. : 055 - 52.39.60/61 - Fax : 055 - 55.49.18

MEKNES ROUAMZINE

Angle av. Moulay Ismail & bd. Benzidane - complexe des Habous Bab Bou Ameir
Tél. : 055 - 53.33.61 - Fax : 055 - 52.40.15

MOHAMMEDIA JRIDA

Rue Abderrahman Serghini
Tél. : 023 - 32.23.14 - Fax : 023 - 32.10.70

MOHAMMEDIA EL ALIA

Bd. Monastir n° 103 - Derb Chabab A - El Alia
Tél. : 023 - 32.34.56 - Fax : 023 - 30.27.50

NADOR AL MASSIRA

Angle av. Hassan II et bd. Youssef Ben Tachfine
Tél. : 056 - 60.39.85 - Fax : 056 - 33.68.29

NADOR FAR

191, av. des FAR
Tél. : 056 - 33.14.65 - Fax : 056 - 33.17.89

NADOR SIDI ALI

64, av. Mohammed V
Tél. : 056 - 60.60.24 - Fax : 056 - 33.06.64

OUARZAZATE

Angle bd. Mohammed V et Bir Anzarane - Cité Moukaouama
Tél. : 044 - 88.27.26 - Fax : 044 - 88.24.99

OULAD TEIMA

Bd. Mohammed V - Oulad Teima - Province de Taroudant
Tél. : 048 - 52.62.63 - Fax : 048 - 52.74.22

OIJDA ALLAL FASSI

2, bd. Allal Fassi Dhar M'Halla
Tél. : 056 - 74.69.97/98 - Fax : 056 - 74.69.97

OIJDA PLACE 16 AOUT

30, bd. Mohammed V
Tél. : 056 - 68.26.96 - Fax : 056 - 70.10.34

OIJDA SIDI ABDELWAHAB

157, rue Lieutenant Belhoucine
Tél. : 056 - 68.22.73 - Fax : 056 - 70.01.04

RABAT ABDELMOUMEN

37, rue Abdelmoumen
Tél. : 037 - 70.05.77 - Fax : 037 - 20.66.15

RABAT A. BEN ABDALLAH

21, av. Allal Ben Abdallah
Tél. : 037 - 72.19.61 - Fax : 037 - 73.24.32

RABAT AGDAL

78, Angle av. Fal Oulad Oumeir et rue Atlas
Tél. : 037 - 67.20.13 - Fax : 037 - 67.48.51

RABAT AV. D'ALGER

23, av. d'Alger
Tél. : 037 - 20.41.83/84 - Fax : 037 - 20.80.28

RABAT BIN EL OUIDANE

Angle Bin El Ouidane et rue Dayet Aoua - Agdal
Tél. : 037 - 67.43.52/53 - Fax : 037 - 68.69.31

RABAT HAY RYAD

Secteur 3, lot 23, n°6 - Imm Assanaoubar
Tél. : 037 - 71.67.37/51 - Fax : 037 - 71.67.37

RABAT OCEAN

52, rue Abdelkrim Al Khattabi
Tél. : 037 - 72.24.06 - Fax : 037 - 20.80.28

RABAT SOUISSI

Km 2.500, route des Zaers - Souissi
Tél. : 037 - 75.25.30 - Fax : 037 - 75.46.15

RABAT YACCOUB EL MANSOUR

59, Av. Al Massira Al Khadra - Cité Yacoub El Mansour
Tél. : 037 - 79.75.85 - Fax : 037 - 28.20.95

SAFI

Angle rue du R'bat et rue Abdelmoumen Ben Ali
Tél. : 044 - 46.23.30 - Fax : 044 - 46.43.73

SALE MEDINA

Av. du 2 Mars
Tél. : 037 - 78.28.16 - Fax : 037 - 78.22.55

SALE TABRIQUET

Hay Karima, av. Mohammed V - Tabriquet
Tél. : 037 - 85.17.60 - Fax : 037 - 85.05.31

SELOUANE

Angle Bd Mohammed V et rue Larache
Tél. : 056 - 35.85.61/62 - Fax : 056 - 35.85.31

SETTAT HASSAN II

30, av. Hassan II
Tél. : 023 - 40.45.56 - Fax : 023 - 40.15.78

SIDI SLIMANE

22, angle av. Hassan II & av. Bir Anzarane
Tél. : 037 - 50.26.99 - Fax : 037 - 50.06.98

SOUK EL ARBAA

21, angle route de Tanger et route de Meknès
Tél. : 037 - 90.24.69 - Fax : 037 - 90.14.18

TANGER ATLANTIQUE

Zone Logistique de la zone franche d'exportation - Lot. 45E
Tél. : 039 - 39.37.55/56 - Fax : 039 - 39.37.57

TANGER GRAND SOCCO

32, rue d'Italie
Tél. : 039 - 93.53.55 - Fax : 039 - 37.20.30

TANGER LIGUE ARABE

Lot. Hadj Tatar N°26
Quartier Souriyine - Route de Tétouan
Tél. : 039 - 94.61.68 - Fax : 039 - 32.17.55

TANGER PASTEUR

Angle av. Mohammed V et rue Moussa Bnou Noussair
Tél. : 039 - 93.19.16 - Fax : 039 - 93.33.55

TAROUDANT

4, bd. Mohammed V
Tél. : 048 - 85.12.52 - Fax : 048 - 85.10.20

TAZA

70, av. Allal Ben Abdallah
Tél. : 055 - 67.48.67 - Fax : 055 - 67.31.10

TEMARA CENTRE

Avenue Hassan II, Témara Centre
Tél. : 037 - 74.06.39 - Fax : 037 - 74.06.59

TETOUAN BAB NOUADER

Angle bd. Prince Héritier Sidi Mohammed et Bd Youssef Ben Tachfine
Tél. : 039 - 70.39.70 - Fax : 039 - 70.39.90

TETOUAN SANIAT R'MEL

4 - 6 Av. des FAR - Quartier My El Hassan - Saniat R'mel
Tél. : 039 - 99.11.44 - Fax : 039 - 99.79.43

TINERHIR

1, bd. Mohammed V
Tél. : 044 - 83.41.43 - Fax : 044 - 83.33.95

TIZNIT

Place Youssoufia - Ville Nouvelle
Tél. : 048 - 86.24.69 - Fax : 048 - 86.27.74



48-58, Boulevard Mohamed V. Casablanca 01
Tél.: 212 22 47 70 00 • Fax : 212 22 27 71 27
www.creditdumaroc.co.ma